



Fournisseur de valeurs depuis 1947

## DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

### **PROJET D'AMENAGEMENTS DE SITE IED 3642 A SAINT-GERMAIN-EN-COGLES (35)**



---

### ***NOTE DE PRESENTATION NON TECHNIQUE DU PROJET***

---



# **SOCOTEC**

AGENCE DE RENNES

SOCOTEC ENVIRONNEMENT  
 CAMPUS DE KER LANN – 1 RUE SIMEON POISSON  
 35170 BRUZ

☎ : 02 99 83 64 42

<b>Intervenant SOCOTEC</b>	<b>Anaïs BULTOT</b> 07 84 28 67 53 anais.bultot@socotec.com	<b>Chargée d'études</b>
<b>Intervenant SOCOTEC</b>	<b>Amandine CLERISSE</b> 06.49.67.22.93 amandine.clerisse@socotec.com	<b>Chargée d'études</b>
<b>Intervenant SOCOTEC</b>	<b>Thomas SEGUIN</b> 06 67 20 12 31 thomas.seguin@socotec.com	<b>Directeur d'Agence Etudes &amp; Conseils – Bretagne / AXE</b>

Date d'édition	Référence du rapport (chrono)	Nature de la révision	Rapport rédigé par
28/05/2024	E14Q1/24/092	Rapport initial	Amandine CLERISSE
08/09/2025	E14Q1/25/072	Mise à jour de la description du projet	Anaïs BULTOT

*La reprographie de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale, sous réserve d'en citer la source.*

## SOMMAIRE

<b>1. PROCEDURE DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE ET PLACE DE L'ENQUETE PUBLIQUE.....</b>	<b>6</b>
<b>2. IDENTITE DU DEMANDEUR.....</b>	<b>9</b>
<b>3. LOCALISATION DU PROJET .....</b>	<b>10</b>
3.1 LOCALISATION .....	10
3.2 REFERENCES CADASTRALES ET DOCUMENT D'URBANISME .....	11
3.3 SERVITUDES ET CONTRAINTES TECHNIQUES.....	13
<b>4. DESCRIPTION DE L'ACTIVITE ENVISAGEE .....</b>	<b>14</b>
4.1 NATURE DE L'ACTIVITE ENVISAGEE .....	14
4.2 VOLUME DE L'ACTIVITE ENVISAGEE .....	14
4.3 EFFECTIF ET RYTHME D'ACTIVITE .....	16
<b>5. SITUATION ADMINISTRATIVE .....</b>	<b>17</b>
5.1 LES DOMAINES CONCERNES .....	17
5.2 RUBRIQUES DE L'ARTICLE R122-2 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT .....	18
5.3 RUBRIQUE(S) DE L'ARTICLE R214-1 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT (LOI SUR L'EAU) .....	18
5.4 RUBRIQUES ICPE.....	18
5.4.1 CLASSEMENT GENERAL.....	18
5.4.2 CLASSEMENT AU TITRE DES RUBRIQUES 4000 DITES « SEVESO » .....	24
5.4.2.1 Classement Seveso par dépassement direct .....	24
5.4.2.2 Classement Seveso par la règle de cumul .....	27
5.4.3 ANALYSE DES MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES.....	27
5.4.3.1 Classement du site ETS MICHEL .....	27
5.4.3.2 Généralités sur les meilleures techniques disponibles .....	27
5.4.3.3 Présentation du BREF FDM relatif aux industries agro-alimentaires et laitières .....	28
5.4.3.4 Analyse comparée des meilleures techniques disponibles .....	28
5.5 COMMUNES CONCERNEES PAR LE RAYON D'AFFICHAGE .....	28
5.6 LES PROCEDURES COMPLEMENTAIRES .....	29
<b>6. ANNEXES .....</b>	<b>30</b>

## TABLE DES FIGURES

<b>FIGURE 1 : CARTE IGN INDIQUANT L'EMPLACEMENT.....</b>	<b>10</b>
<b>FIGURE 2 : CLASSEMENT DES PARCELLES DES ETS MICHEL SELON LE ZONAGE DU PLUi .....</b>	<b>12</b>

## TABLE DES TABLEAUX

<b>TABLEAU 1 : LISTE DES PARCELLES CADASTRALES .....</b>	<b>11</b>
<b>TABLEAU 2 : ANALYSE DE LA COMPATIBILITE DU PROJET AUX PRESCRIPTIONS DU PLUi .....</b>	<b>13</b>
<b>TABLEAU 3 : EVOLUTION DES VOLUMES DE STOCKAGE EN SILOS .....</b>	<b>16</b>
<b>TABLEAU 4 : RYTHME D'ACTIVITE DES ETS MICHEL.....</b>	<b>16</b>
<b>TABLEAU 5 : DOMAINES CONCERNES PAR LA DEMANDE .....</b>	<b>17</b>
<b>TABLEAU 6 : RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE EAU .....</b>	<b>18</b>

TABLEAU 7 : RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE ICPE .....	23
TABLEAU 8 : CLASSEMENT SEVESO PAR DEPASSEMENT DIRECT DES ETS MICHEL .....	26
TABLEAU 9 : POPULATION AUX ALENTOURS DU SITE (RAYON DE 3 KM) .....	28

## LISTE DES ANNEXES

*ANNEXE 1 : PLAN CADASTRAL DU PROJET*

*ANNEXE 2 : PLAN DU PROJET AU 1/25 000<sup>EME</sup>*

*ANNEXE 3 : ANALYSE DE LA COMPATIBILITE DU PROJET AUX MTD DU BREF FDM*

## 1. PROCEDURE DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE ET PLACE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

---

La procédure d'autorisation environnementale est régie par le Code de l'Environnement. Son article L181-9 indique que l'instruction de la demande d'autorisation environnementale se déroule en trois phases :

1. Une phase d'examen ;
2. Une phase d'enquête publique ;
3. Une phase de décision.

### ► La phase d'examen

Au dépôt de la demande d'autorisation en Préfecture par le pétitionnaire, le préfet délivre un accusé de réception dès lors que le dossier comprend les pièces exigées pour l'autorisation qu'il sollicite.

La phase d'examen dure alors 4 mois, durée pouvant être prolongée pour une durée d'au plus 4 mois, lorsque le préfet le juge nécessaire, pour des motifs dont il informe le pétitionnaire.

Durant cette phase d'examen, l'autorité compétente saisit pour avis les services de l'Etat dont la consultation est exigée conformément aux articles R181-18 à R181-32 ; la liste des services de l'Etat saisit pour avis varie en fonction du projet faisant l'objet de la demande d'autorisation environnementale. Ces avis doivent être rendus dans un délai de 45 jours, et sont réputés favorables au-delà du délai.

Lorsque cette phase d'examen laisse apparaître que le dossier n'est pas complet ou ne comporte pas les éléments suffisants pour en poursuivre l'examen, le préfet invite le pétitionnaire à compléter son dossier. Le délai d'examen est alors suspendu jusqu'à la réception des éléments nécessaires.

A l'issue de la phase d'examen, le préfet pourra rejeter la demande, lorsqu'elle fait apparaître que l'autorisation ne peut être accordée en l'état du dossier.

### ► La phase d'enquête publique

#### ***Organisation de l'enquête publique :***

Au plus tard 15 jours après la date d'achèvement de la phase d'examen, le préfet saisit le Tribunal administratif en vue de la nomination du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête.

Le préfet a ensuite 15 jours pour prendre l'arrêté d'ouverture de l'enquête. Cet arrêté précise :

- Les caractéristiques principales du projet,
- Le siège de l'enquête, où toute correspondance postale relative à l'enquête peut être adressée au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête ;
- L'adresse du site internet comportant un registre dématérialisé sécurisé auquel le public peut transmettre ses observations et propositions pendant la durée de l'enquête
- Les lieux, jours et heures où le commissaire enquêteur ou la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations ;
- Le cas échéant, la date et le lieu des réunions d'information et d'échange envisagées ;
- La durée, le ou les lieux, ainsi que le ou les sites internet où à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête.

Un dossier d'enquête publique est disponible en support papier au minimum au siège de l'enquête publique. Ce dossier est également disponible depuis le site internet de l'autorité compétente.

Un exemplaire du dossier soumis à enquête est adressé sous format numérique pour information, dès l'ouverture de l'enquête, au maire de chaque commune sur le territoire de laquelle le projet est situé et dont la mairie n'a pas été désignée comme lieu d'enquête.

Pour l'enquête publique, peuvent être joints au dossier de demande d'autorisation :

- Les avis des services de l'Etat consultés lors de la phase d'examen ;
- L'éventuelle tierce-expertise prévue par l'article L181-13.

Dès le début de la phase d'enquête publique, le préfet demande l'avis du conseil municipal des communes mentionnées au II de l'article R. 123-11 (communes où se situe le projet et communes susceptibles d'être affectées par le projet) et des autres collectivités territoriales, ainsi que de leurs groupements, qu'il estime intéressés par le projet, notamment au regard des incidences environnementales notables de celui-ci sur leur territoire. Ne peuvent être pris en considération que les avis exprimés au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture de l'enquête publique.

### ***Observations et propositions du public :***

Pendant la durée de l'enquête, le public peut consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête, tenu à sa disposition dans chaque lieu d'enquête ou sur le registre dématérialisé si celui-ci est mis en place.

Les observations et propositions du public peuvent également être adressées par voie postale ou par courrier électronique au commissaire enquêteur ou au président de la commission d'enquête.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites mentionnées au deuxième alinéa du I, sont consultables au siège de l'enquête et sur le site internet de l'autorité compétente.

### ***Clôture de l'enquête :***

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est mis à disposition du commissaire enquêteur ou du président de la commission d'enquête et clos par lui.

Après clôture du registre d'enquête, le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête rencontre, dans un délai de 8 jours, le responsable du projet et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse.

Le responsable du projet dispose d'un délai de 15 jours pour produire ses observations.

### **► La phase de décision**

Dans les quinze jours suivant la réception du rapport d'enquête publique, le préfet transmet au CODERST (ou à la CDNPS pour les projets visant les carrières et les éoliennes) pour information la note de présentation non technique de la demande d'autorisation environnementale et les conclusions motivées du commissaire enquêteur.

Le préfet adresse par ailleurs le projet d'arrêté statuant sur la demande d'autorisation environnementale au pétitionnaire ; celui-ci a 15 jours pour lui adresser en retour ses observations éventuelles.

Le préfet doit statuer dans un délai de 2 mois à compter de la réception par le pétitionnaire du rapport d'enquête publique. Ce délai est prolongé d'un mois lorsque le préfet sollicite l'avis du CODERST (ou de la CDNPS). Le pétitionnaire peut dans ce cas se faire entendre lors de cette réunion de la commission ou du conseil.

Le silence gardé par le préfet à l'issue des délais prévus pour statuer sur la demande d'autorisation environnementale vaut décision implicite de rejet.

L'arrêté portant autorisation environnementale est alors publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale d'un mois.

► **Situation par rapport à la procédure de débat public mentionnée à l'article R123-8 du Code de l'Environnement**

L'exploitant souligne que le dépôt de ce dossier n'a pas été précédé d'un débat public ou d'une concertation.



## 2. IDENTITE DU DEMANDEUR

---

Les informations administratives relatives aux porteurs du projet sont les suivantes :

- ▶ Raison sociale : ETABLISSEMENTS MICHEL
- ▶ SIRET : 71920042000011
- ▶ Forme juridique : Société par actions simplifiée (SAS)
- ▶ Adresse : Lieu-dit Les Hauts Rochers – 35133 – Saint-Germain-en-Coglès
  
- ▶ Signataire de la demande :
  - Nom, Prénom : MICHEL Ludovic
  - Fonction : Directeur Général
  - Adresse électronique : ludovic.michel@michel.fr
  
- ▶ Référent du dossier :
  - Nom, Prénom : FERRAGU Virginie
  - Fonction : Directrice opérationnelle
  - Numéro de téléphone : 02 99 95 48 27
  - Adresse électronique : virginie.ferragu@michel.fr

### 3. LOCALISATION DU PROJET

#### 3.1 Localisation

Le projet porté par les ETS Michel, objet du présent dossier, est basé sur le site de Saint-Germain-en-Coglès, dans le département d'Ille-et-Vilaine (35). L'unité de fabrication d'aliments se trouve au lieu-dit « Les Hauts Rochers » à Saint Germain en Coglès (35).

La commune de Saint Germain en Coglès est située au nord-est du département de l'Ille et Vilaine, à environ 8 km au nord-ouest de Fougères. Elle est desservie par l'autoroute A84 qui passe à l'extrémité sud-ouest de la commune.

Les aménagements prévus prendront place au sein du périmètre ICPE existant. Les coordonnées en Lambert 93 du centre du site sont les suivantes :

X = 385782

Y = 6820146

Les plans IGN ci-dessous illustrent l'emplacement du site.

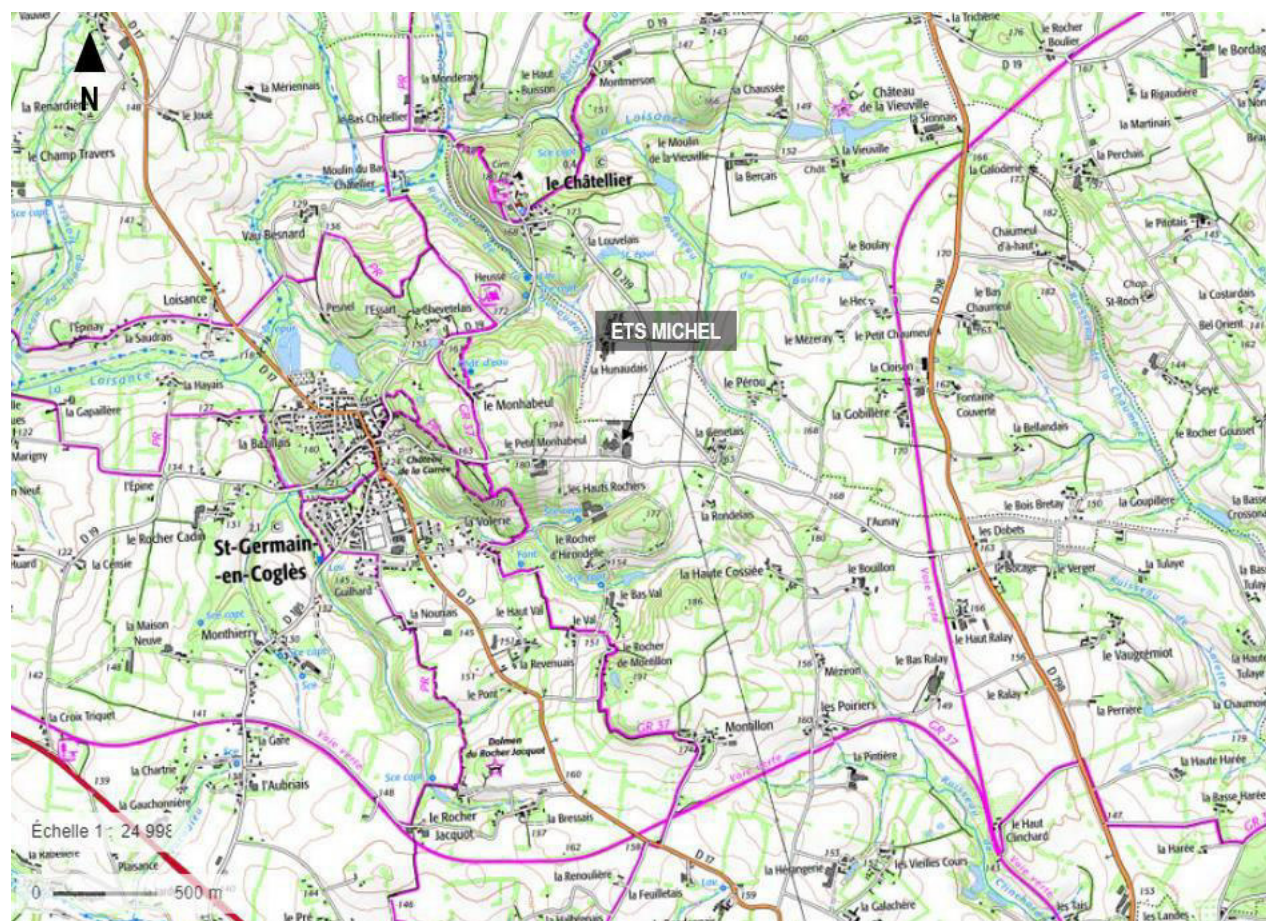


FIGURE 1 : CARTE IGN INDIQUANT L'EMPLACEMENT

### 3.2 Références cadastrales et document d'urbanisme

Les parcelles cadastrales du site sont les suivantes :

Commune d'implantation	Code postal	N° de section	N° de parcelle	Superficie de la parcelle (m²)	Emprise du projet sur la parcelle (m²)
Saint-Germain-en-Coglès	35133	ZM	36	12 006	750
		ZM	37	86	0
		C	911	7 053	0
		ZM	98	22 089	0
		ZM	96	52	0
		C	30	11 835	225
		C	938	1 054	0
		C	934	7 229	0
		ZM	106	18 059	0
		C	937	402	0
		C	29	12 010	715
		C	915	1 714	0

**TABEAU 1 : LISTE DES PARCELLES CADASTRALES**

Un extrait de plan cadastral et un plan au 1/25 000<sup>ème</sup> (ou à défaut au 1/50 000<sup>ième</sup>) indiquant l'emplacement du projet est joint en annexes 1 et 2.

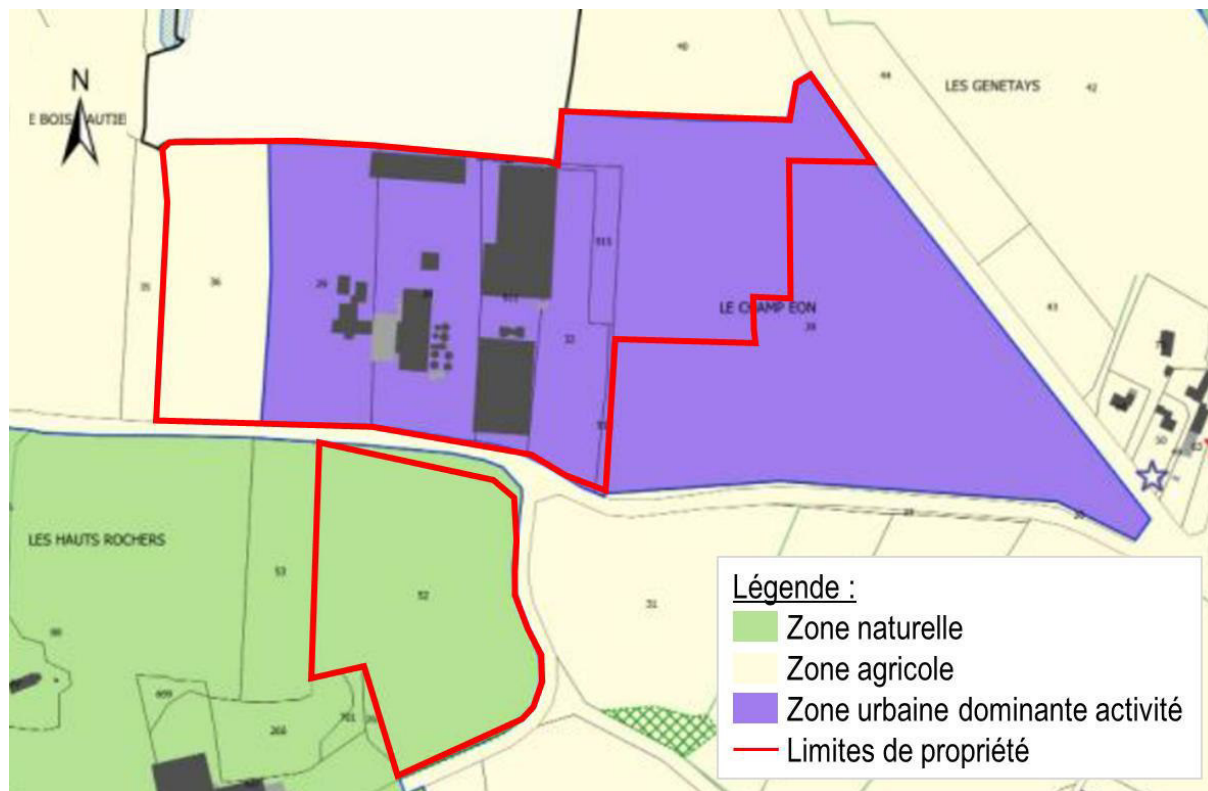
La commune de Saint-Germain-en-Coglès fait partie de la Communauté de Communes du Couesnon Marches de Bretagne. A l'échelle de cette dernière, les règles d'aménagement du territoire et d'urbanisme sont gérées par un Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi).

Le plan local intercommunal (PLUi) du Coglais, approuvé le 3 juillet 2018, permet d'avoir un document commun sur l'ensemble des communes qui composent l'ex Coglais Marches de Bretagne. Les problématiques sur lesquels le PLUi s'appuie sont transversales et permettent à une échelle plus large que l'échelle communale de réfléchir à un plan d'ensemble en termes d'urbanisme.

Selon ce document d'urbanisme, les terrains exploités par les ETS MICHEL sont situés en zones :

- Ua « Zone urbaine à dominante activités » pour les parcelles accueillants les bâtiments du site,
- A « Zone agricole » : pour la parcelle accueillant la future station de lavage des véhicules,
- N « Zone naturelle » pour la parcelle accueillant les lagunes de traitement des eaux.

Le plan ci-après présente le classement des ETS MICHEL selon le zonage du PLUi en vigueur.



**FIGURE 2 : CLASSEMENT DES PARCELLES DES ETS MICHEL SELON LE ZONAGE DU PLU**

Les projets d'aménagements portés par les ETS Michel prendront place au sein des parcelles ZM36, C29 et C30.

La future tour de stockage dosage des aliments prendra place sur la parcelle cadastrale C30, classée en zone urbaine dominante activité. L'aménagement de la station de lavage et de désinfection des véhicules prendra place sur les parcelles cadastrales ZM36 et C29. Ces parcelles sont respectivement classées en zone agricole et en zone urbaine dominante activité.

En ce qui concerne l'aménagement qui prendra place sur la parcelle en zone agricole, une consultation auprès du service urbanisme de la mairie a été menée à l'initiative de l'exploitant. Le projet porté par les ETS Michel sur cette parcelle a été présenté en commission en début 2024 en vue d'une mise à jour du PLUi qui permettrait l'accueil des activités projetées sur cette parcelle. Cette dernière appartenant aux ETS Michel serait ainsi classée en zone urbaine dominante activité, comme le reste du site.

Le tableau ci-dessous présente la compatibilité du projet aux prescriptions portées par le PLUi dans les zones classées urbaine dominante activité.

Prescription PLUi			Tour de stockage-dosage	Station de lavage des véhicules
Article U1	Construction autorisées	Constructions, activités et installations à destination de commerces et activités de services, autres activités des secteurs secondaires ou tertiaires, équipements d'intérêt collectif et services publics.	Les activités projetées par les ETS Michel sont conformes aux constructions autorisées en zone Ua (activité industrielle de secteur secondaire)	
Article U2	Interdictions de construction	Non applicable		



Prescription PLUi			Tour de stockage-dosage	Station de lavage des véhicules
Article U3	Mixité sociale	Non applicable		
Article U4	Implantation des constructions	L'implantation du projet doit respecter les distances suivantes : - 5 m aux voies de communication, - Hauteur du bâtis/2 des limites de propriété	Les distances de 5 m aux voies de communication et de 34 (hauteur de la tour) /2, soit 17 m aux limites de propriété (environ 78 m sont prévus au point le plus proche des limites de propriété)	
	Dimensions des constructions neuves	Pour les silos : La hauteur des construction annexe ne peut dépasser la hauteur des bâtiments existants Pour les autres constructions : La hauteur des constructions ne doit pas dépasser 11 m	La hauteur de la tour (34 m) sera inférieure aux bâtis existants (38 m)	
	Assainissement collectif et non collectif	Dispositions prévues pour les zones ne bénéficiant pas d'assainissement collectif. Sans objet pour les ETS Michel, raccordé au réseau public.		
	Aspect extérieur des constructions neuves	Toitures d'aspect tuile interdites	Toiture en bac acier teinte en blanc gris	
		Clôtures en béton ou parpaing interdites	Clôture grillagée	
	Insertion et qualité environnementale des constructions	Surfaces libres de toutes construction et aires de stationnement aménagées ou paysagées	Les aires de stationnement sont en bitume, ce qui permet de récupérer les eaux pluviales possiblement souillées afin de les traiter avant rejet au milieu naturel. Les surfaces libres de construction sont enherbées et entretenues.	
		Les boisements, haies et arbres identifiés doivent être conservés.	La haie protégée en limite de propriété Ouest du site sera conservée.	
Article U5	Densité	Non applicable		

**TABLEAU 2 : ANALYSE DE LA COMPATIBILITE DU PROJET AUX PRESCRIPTIONS DU PLUi**

### 3.3 Servitudes et contraintes techniques

Après consultation du PLUi du Pays du Coglais, aucune des parcelles des ETS MICHEL n'est concernée par une quelconque servitude d'utilité publique.

## 4. DESCRIPTION DE L'ACTIVITE ENVISAGEE

---

Les ETS MICHEL sont une entreprise familiale spécialisée dans la fabrication d'aliments pour animaux. Implanté depuis 1971, le site bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 09 janvier 2007, ce dernier étant soumis à autorisation, pour son activité principale de fabrication d'aliments pour animaux (rubrique 3642-3) ainsi que pour son activité de stockage de céréales en silos (rubrique 2160-2).

Depuis, de nombreuses modifications du site ont été portées à la connaissance des autorités. Ces dernières sont détaillées au paragraphe 1.1 du document « Description du projet » de la présente demande.

En septembre 2022, un nouveau porter à connaissance a été déposé dans le cadre d'un projet de création d'une tour de stockage-dosage des aliments annexée à l'usine U1 existante et de modification de la chaufferie existante.

En réponse à ce porter à connaissance, il a été demandé aux ETS MICHEL de réaliser un dossier de demande d'autorisation actualisé, incluant l'ensemble des évolutions du site depuis l'arrêté préfectoral de 2007. À ce titre, les ETS MICHEL déposent une demande d'autorisation environnementale, dont la présente note de présentation non technique fait partie.

### 4.1 Nature de l'activité envisagée

Le présent dossier d'autorisation porte donc sur les activités actuellement opérées par les ETS MICHEL, à savoir son activité principale qui est la fabrication d'aliments pour animaux ainsi que les activités annexes nécessaires au bon fonctionnement du site, telles que le stockage des matières premières, atelier maintenance, chaufferie vapeur, bureau, etc...

Par ailleurs, le dossier porte également sur les aménagements projetés par les ETS MICHEL sur le site de Saint-Germain-en-Coglès suivants :

- > Création d'un stockage dosage d'aliments sur l'usine 1, avec une augmentation de la capacité de stockage des céréales de 2 272 m<sup>3</sup> par la mise en place de 9 cellules de 240 m<sup>3</sup> et de 2 cellules de 200 et 292 m<sup>3</sup>. Ces dernières viendront en remplacement de 2 cellules de 190 m<sup>3</sup> actuellement en place ;
- > Création d'une station de lavage et de désinfection des véhicules avec traitement physico-chimique des effluents par filières végétalisées ;
- > Desserte en gaz naturel à l'horizon juin 2024.

### 4.2 Volume de l'activité envisagée

La mise en œuvre de la tour de stockage-dosage des aliments permettra d'augmenter les capacités du process en place sur U1 (à raison d'environ 5% par an pour atteindre le niveau maximal de 395 000 tonnes annuelle à horizon 2028). En effet, l'actuelle benne peseuse 1 (étape préliminaire au process U1) est limitée à 30 tonnes par heure de matières premières dosées. La future benne peseuse présentera quant à elle une capacité horaire de 65 tonnes/h de matières premières pesées. Les autres équipements du process étant suffisamment dimensionnés pour tenir une telle cadence, l'aménagement de la tour permettra d'augmenter le niveau d'activité d'U1 de manière notable tout en maintenant le process existant.

Cette augmentation sera sans impact sur le classement ICPE du site, puisque ces aménagements permettront d'atteindre les 395 000 tonnes d'aliments pour animaux fabriquées

par an, soit 1 700 tonnes en jour de pointe, telles que portées à la connaissance des autorités en septembre 2020.

Enfin, la construction de la tour de stockage-dosage des aliments modifiera les capacités de stockage des matières premières en silos et donc du volume de stockage pris en compte par la rubrique n°2160 de la nomenclature des ICPE :

	Volume actuel	Volume envisagé
<b>Usine 1</b>		
<b>Silos MP solides</b>	47 silos et 4 réserves sous silos 6 014,7 m <sup>3</sup>	+ 9 silos → 56 silos et 4 réserves sous silos + 2 272 m <sup>3</sup> → 8 286,7 m <sup>3</sup>
<b>Boisseaux process</b>	15 boisseaux 264 m <sup>3</sup>	15 boisseaux 264 m <sup>3</sup>
<b>Cellules PF</b>	81 cellules 3 016 m <sup>3</sup>	81 cellules 3 016 m <sup>3</sup>
	<b>TOTAL U1 : 9 294,7 m<sup>3</sup></b>	<b>TOTAL U1 : 11 566,7 m<sup>3</sup></b>
<b>Usine 2</b>		
<b>Silos MP solides</b>	35 silos 3 798,0 m <sup>3</sup>	35 silos 3 798,0 m <sup>3</sup>
<b>Boisseaux process</b>	20 boisseaux 242 m <sup>3</sup>	20 boisseaux 242 m <sup>3</sup>
<b>Cellules PF</b>	69 cellules 1 751 m <sup>3</sup>	69 cellules 1 751 m <sup>3</sup>
	<b>TOTAL U2 : 5 791,0 m<sup>3</sup></b>	<b>TOTAL U2 : 5 791,0 m<sup>3</sup></b>
<b>Séchoir</b>		
<b>Silos MP solides</b>	1 silo 250,0 m <sup>3</sup>	1 silo 250,0 m <sup>3</sup>
<b>Hangar</b>		
<b>Silos MP solides</b>	1 silo plat 13 000,0 m <sup>3</sup>	1 silo plat 13 000,0 m <sup>3</sup>
<b>TOTAL</b>		
<b>Rubrique 2160.1 (silos plats)</b>	<b>13 000,0 m<sup>3</sup></b>	<b>13 000,0 m<sup>3</sup></b>
<b>Rubrique 2160.2 (silos)</b>	<b>15 335,7 m<sup>3</sup></b>	<b>17 607,7 m<sup>3</sup></b>

**TABLEAU 3 : EVOLUTION DES VOLUMES DE STOCKAGE EN SILOS**

### 4.3 Effectif et rythme d'activité

Les ETS MICHEL comptent 110 salariés sur leur site de Saint-Germain-en-Coglès. Le rythme d'activité est le suivant :

	Horaires
Usine U1	Du lundi 05h00 au samedi 20h00
Usine U2	Du lundi 05h00 au samedi 12h00
Livraison MP	Du lundi au vendredi de 06h00 à 20h00 Exceptionnellement jusqu'à 22h00
Expédition PF	Du lundi 05h00 au samedi 16h
Bureaux	Du lundi au vendredi de 08h00 à 18h00 Samedi 08h00 à 12h00

**TABLEAU 4 : RYTHME D'ACTIVITE DES ETS MICHEL**

Le projet n'entraînera pas d'augmentation des effectifs ni de changement de fonctionnement des usines de production.



## 5. SITUATION ADMINISTRATIVE

### 5.1 Les domaines concernés

Les domaines concernés sont présentés dans le tableau suivant :

PROCEDURES CONCERNEES PAR L'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE SOLLICITEE	OUI	NON
Une ou plusieurs installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à autorisation mentionnés au I de l'article L. 214-3 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation mentionnées à l'article L. 512-1 du code de l'environnement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Un autre projet soumis à évaluation environnementale mentionné aux articles L. 181-1 et au II du L. 122-1-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
<b>AUTRES PROCEDURES CONCERNEES</b>		
1. Une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement mentionnées à l'article L. 181-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
2. Une ou plusieurs installations, ouvrages, travaux ou activités soumis à déclaration mentionnés au II de l'article L. 214-3 du code de l'environnement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3. Une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration mentionnées à l'article L. 181-2 du code de l'environnement, sauf si cette déclaration est réalisée à part	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4. Une activité, une installation, un ouvrage ou des travaux requérant une autorisation pour l'émission de gaz à effet de serre (au titre de l'article L. 229-6 du code de l'environnement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
5. La modification de l'état des lieux ou de l'aspect d'une réserve naturelle (au titre des articles L. 332-6 et L. 332-9 du code de l'environnement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
6. La modification de l'état des lieux ou de l'aspect d'un site classé ou en instance de classement (au titre des articles L. 341-7 et L. 341-10 du code de l'environnement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
7. Une ou plusieurs activités, installations, ouvrages ou travaux requérant une dérogation « espèces et habitats protégés » (au titre de l'article L. 411-2 du code de l'environnement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
8. Une ou plusieurs activités, installations, ouvrages ou travaux pouvant faire l'objet d'une absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 (au titre de l'article L414-4 du code de l'environnement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
9. Un dossier agrément OGM (au titre de l'article L. 532-3 du code de l'environnement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
10. Un dossier agrément déchets (au titre de l'article L. 541-22 du code de l'environnement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
11. Une installation de production d'électricité requérant une autorisation d'exploiter (au titre de l'article L. 311-1 du code de l'énergie)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
12. Une activité, une installation, un ouvrage ou des travaux requérant une autorisation de défrichement (au titre des articles L. 214-13 et L.341-3 du code forestier)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
13. Une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (au titre des articles L. 5111-1-6, L. 5112-2, L. 5114-2, L. 5113-1 du code de la défense, L. 54 du code des postes et des communications électroniques, L. 621-32 et L. 632-1 du code du patrimoine, L. 6352-1 du code des transports)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

**TABEAU 5 : DOMAINES CONCERNES PAR LA DEMANDE**

## 5.2 Rubriques de l'article R122-2 du Code de l'Environnement

Le projet porté par les ETS MICHEL comporte des aménagements sur le site de Saint-Germain-en-Coglès qui ne sont pas concernés par les différentes rubriques de l'annexe 2 de l'article R122-2 du Code de l'Environnement.

## 5.3 Rubrique(s) de l'article R214-1 du Code de l'Environnement (Loi sur l'Eau)

Au regard des caractéristiques du projet, ce dernier est soumis au régime de déclaration au titre de l'article R. 214-1 du Code de l'Environnement (Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements soumis à la Loi sur l'Eau) sous les rubriques présentées dans le tableau ci-dessous.

Rubrique	Libellé	Désignation des seuils ou critères dans lesquels s'inscrit l'IOTA	Régime
1.1.2.0.	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 1. Supérieur ou égale à 200 00 m³/an.....A 2. Supérieur à 10 000 mais inférieur à 200 000 m³/an.....D	Pompage des eaux en périodes de forte pluie (prévention du risque d'inondation).  Pompe calibrée à 10 m³/h.  Dans l'hypothèse où la pompe fonctionne en continu : 24h x 365 j x 10 m³/h =  87 600 m³/an	Déclaration
2.1.5.0.	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1. Supérieure ou égale à 20 ha.....A 2. Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.....D	Surface totale du site : 9,35 ha	Déclaration

**TABLEAU 6 : RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE EAU**

## 5.4 Rubriques ICPE

### 5.4.1 Classement général

Le site bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 09/01/2007. Les modifications menées sur le site ont fait l'objet de porters à connaissance menant à des arrêtés préfectoraux complémentaires, sans mise à jour du classement du site.

Au regard des activités actuellement opérées et projetées sur le site, ce dernier est et restera soumis aux régimes d'autorisation, de déclaration au titre de l'article R. 511-9 du Code de l'Environnement (Nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement). Le tableau ci-dessous synthétise le classement ICPE à jour du site des ETS MICHEL de Saint-Germain-en-Coglès. Ce dernier tient compte des évolutions prévues dans le cadre du projet envisagé.

Rubrique	Libellé	Désignation des installations	Régime
<b>3642-3</b>	<p><b>Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus :</b></p> <p>3. Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour, supérieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 75 si A est égal ou supérieur à 10, ou</li> <li>- [300- (22,5 x A)] dans tous les autres cas</li> </ul> <p><i>où "A" est la proportion de matière animale (en pourcentage de poids) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis.</i></p> <p><i>Nota 1 : L'emballage n'est pas compris dans le poids final du produit.</i></p> <p><i>Nota 2 : La présente rubrique ne s'applique pas si la matière première est seulement du lait</i></p>	<p>Fabrication d'aliments pour animaux :</p> <p>Capacité maximale : 395 000 T/an :</p> <p>En moyenne 1250 T/j</p> <p>En pointe <b>1700 T/j</b></p>	<b>Autorisation</b>
<b>2160-2-a</b>	<p><b>Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 :</b></p> <p>2. Autres installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m<sup>3</sup></li> <li>b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m<sup>3</sup>, mais inférieur ou égal à 15 000 m<sup>3</sup></li> </ul>	<p>Situation actuelle : 15 335,7 m<sup>3</sup></p> <p>Rajout silos stockage U1 : 2 272 m<sup>3</sup></p> <p>Total après projet : <b>17 607,7 m<sup>3</sup></b></p>	<b>Autorisation</b>
<b>2160-1-b</b>	<p><b>Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 :</b></p> <p>1. Silos plats :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m<sup>3</sup></li> <li>b) Si le volume total de stockage est supérieur à 5 000 m<sup>3</sup>, mais inférieur ou égal à 15000 m<sup>3</sup></li> </ul>	<p>Volume des silos plats :</p> <p><b>13 000 m<sup>3</sup></b></p>	<b>Déclaration</b>

Rubrique	Libellé	Désignation des installations	Régime
<b>1510</b>	<p><b>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques.</b></p> <p>1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39.a de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 900 000 m<sup>3</sup></p> <p>b) Supérieur ou égal à 50 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 900 000 m<sup>3</sup></p> <p>c) Supérieur ou égal à 5 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m<sup>3</sup></p> <p><i>Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.</i></p>	<p>Quantité stockée de matière combustible</p> <p><b>&gt; 500 t</b></p> <p>Périmètre concerné : magasin U2 :</p> <p><b>Volume 17 500 m<sup>3</sup></b></p>	<b>Déclaration</b>
<b>2260-2 -b</b>	<p><b>Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels :</b></p> <p>2. Pour les activités relevant du séchage par contact direct, la puissance thermique nominale de l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 20 MW</p> <p>b) Supérieure à 1 MW mais inférieure à 20 MW à 1 MW mais inférieure à 20 MW</p>	<p>Seul le séchage par contact direct n'est pas concerné par le classement sous la rubrique IED 3642.</p> <p>Puissance du séchoir : <b>4 777 kW</b></p>	<b>Déclaration</b>

Rubrique	Libellé	Désignation des installations	Régime
<b>2910-A</b>	<p><b>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes.</b></p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale est :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW.</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>2 Chaudières (combustible : Propane) :  Ancienne chaudière U1 conservée :  2 050 kW  Nouvelle chaudière : 3 515 kW</p> <p>1 chaudière actuelle station de lavage  (combustible : fioul ) : 75 kW</p> <p>1 chaudière future station de lavage et de  désinfection (combustible : fioul ) : 75 kW</p> <p>3 Groupes électrogènes (combustible :  fioul ) :  1 120 kW  292 kW  1 200 kW</p> <p><b>Total : 8,327 MW</b></p>	<b>Déclaration</b>
<b>4718-2-b</b>	<p><b>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).</b></p> <p><b>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</b></p> <p>1. Pour le stockage en récipients à pression transportables :</p> <p>a. Supérieure ou égale à 35 t  b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t</p> <p>2. Pour les autres installations :</p> <p>a. Supérieure ou égale à 50 t  b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 (à l'exclusion des stations de compression connexes aux canalisations de transport) : 50 t</i>  <i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 (à l'exclusion des stations de compression connexes aux canalisations de transport) : 200 t</i>  <i>(*) Une station d'interconnexion d'un réseau de transport de gaz n'est pas considérée comme une installation classée au titre la rubrique 4718</i></p>	<p>Stockage de propane de :</p> <p><b>43,7 tonnes</b></p>	<b>Déclaration</b>

Rubrique	Libellé	Désignation des installations	Régime
<b>4734-1</b>	<p><b>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</b></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :</p> <p>1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 2 500 t,  b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t,  c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total.</p>	<p>Cuve de fioul enterrée alimentant les groupes électrogènes de l'Usine 1 :</p> <p><b>6 m³, soit 5,1 t</b></p>	<b>Non classé</b>
<b>4734-2</b>	<p><b>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.</b></p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant :</p> <p>2. Pour les autres stockages que les cavités souterraines et les stockages enterrés :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 1 000 t,  b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total,  c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 100 t au total, mais inférieure à 500 t au total.</p>	<p>Cuve de fioul aérienne alimentant le groupe électrogène de l'Usine 2 :  <b>5 m³, soit 4,25 t</b></p> <p>Cuve de fuel domestique aérienne pour le karcher de l'actuelle station lavage :  <b>1,4 m³, soit 1,2 t</b></p> <p>Cuve de fuel domestique aérienne pour le karcher de la future station lavage et de désinfection : <b>0,7 m³, soit 0,6 t</b></p> <p>Cuve de GNR aérienne double enveloppe : <b>3,5 m³, soit 3 t</b></p> <p><b>Total : 9,05 tonnes</b></p>	<b>Non classé</b>

Rubrique	Libellé	Désignation des installations	Régime
<b>4130</b>	<p><b>Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation</b></p> <p>1. Substances et mélanges solides, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 50 t</p> <p>b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t</p> <p>2. Substances et mélanges liquides, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 10 t.</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p> <p>3. Gaz ou gaz liquéfiés, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 2 t</p> <p>b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 2 t</p> <p><i>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t</i></p> <p><i>Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t</i></p>	<p>Cuve de stockage du formaldéhyde vidée en Aout 2023 et en cours de dépollution.</p>	<b>Non classé</b>

**TABLEAU 7 : RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE ICPE**

#### 5.4.2 Classement au titre des rubriques 4000 dites « SEVESO »

La détermination du statut Seveso d'un site se fait en deux temps :

- > Dans un 1er temps, il convient de vérifier si un seuil Seveso d'une rubrique est dépassé de façon « directe », comme cité à l'article R. 511-11 du code de l'environnement ;
- > Dans un 2nd temps, il convient de vérifier si la règle de cumul définie à ce même article R. 511-11 conduit à un dépassement de seuil Seveso.

##### 5.4.2.1 Classement Seveso par dépassement direct

D'après l'analyse réalisée précédemment, les rubriques de la série 4000 concernées par un seuil Seveso sont les suivantes :

Numéro de rubrique	Intitulé	Quantité (t)	Seuils Seveso		Régime
			Quantité seuil bas (t)	Quantité seuil haut (t)	
4120	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. 1. Substances et mélanges solides La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 50 t b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t 2. Substances et mélanges liquides La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t 3. Gaz ou gaz liquéfiés La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 2 t b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 2 t	0,035	50	200	NC



Numéro de rubrique	Intitulé	Quantité (t)	Seuils Seveso		Régime
			Quantité seuil bas (t)	Quantité seuil haut (t)	
4140	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.</p> <p>1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 50 t b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t</p> <p>2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p> <p>3. Gaz ou gaz liquéfiés. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 2 t b) Supérieure ou égale à 200 kg, mais inférieure à 2 t</p>	0,00025	50	200	NC
4310	<p>Gaz inflammables catégorie 1 et 2. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées) étant : 1. Supérieure ou égale à 10 t 2. Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 10 t</p>	0,01166	10	50	NC
4320	<p>Aérosols extrêmement inflammables ou inflammables de catégorie 1 ou 2 contenant des gaz inflammables de catégorie 1 ou 2 ou des liquides inflammables de catégorie 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 150 t 2. Supérieure ou égale à 15 t et inférieure à 150 t</p> <p>Nota. - Les aérosols inflammables sont classés conformément à la directive 75/324/ CEE relative aux générateurs aérosols. Les aérosols extrêmement inflammables et inflammables de la directive 75/324/ CEE correspondent respectivement aux aérosols inflammables des catégories 1 et 2 du règlement (CE) n° 1272/2008.</p>	0,15519	150	500	NC

Numéro de rubrique	Intitulé	Quantité (t)	Seuils Seveso		Régime
			Quantité seuil bas (t)	Quantité seuil haut (t)	
4330	<p>Liquides inflammables de catégorie 1, liquides inflammables maintenus à une température supérieure à leur point d'ébullition, autres liquides de point éclair inférieur ou égal à 60° C maintenus à une température supérieure à leur température d'ébullition ou dans des conditions particulières de traitement, telles qu'une pression ou une température élevée (1).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 10 t 2. Supérieure ou égale à 1 t mais inférieure à 10 t</p> <p>(1) Conformément à la section 2.6.4.5 de l'annexe I du règlement (CE) n°1272/2008, il n'est pas nécessaire de classer les liquides ayant un point d'éclair supérieur à 35° C dans la catégorie 3 si l'épreuve de combustion entretenue du point L 2, partie III, section 32, du Manuel d'épreuves et de critères des Nations unies a donné des résultats négatifs. Toutefois, cette remarque n'est pas valable en cas de température ou de pression élevée, et ces liquides doivent alors être classés dans cette catégorie.</p>	0,22295	10	50	NC
4442	<p>Gaz comburants catégorie 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 50 t 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t</p>	0,01484	50	200	NC
4510	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 100 t 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t</p>	15,7325	100	200	NC
4511	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 200 t 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 200 t</p>	83,13	200	500	NC

**TABLEAU 8 : CLASSEMENT SEVESO PAR DEPASSEMENT DIRECT DES ETS MICHEL**

Selon les quantités répertoriées, le site ne relève pas d'un classement Seveso Seuil Haut ou Seuil Bas par « dépassement direct ».

#### 5.4.2.2 Classement Seveso par la règle de cumul

Les résultats des règles de cumul sont présentés ci-dessous.

Pour rappel, certains produits peuvent présenter plusieurs dangers différents (dangers physiques, dangers sur la santé et dangers pour l'environnement) et participer ainsi à plusieurs règles de cumul.

- > La règle de cumul correspondant aux dangers pour la santé :
  - Pour le seuil haut :  $S_a = 1,25.10^{-6}$  ;
  - Pour le seuil bas :  $S_a = 7,05.10^{-4}$  ;
- > La règle de cumul correspondant aux dangers physiques :
  - Pour le seuil haut :  $S_b = 2,24.10^{-1}$  ;
  - Pour le seuil bas :  $S_b = 8,99.10^{-1}$  ;
- > La règle de cumul correspondant aux dangers pour l'environnement :
  - Pour le seuil haut :  $S_c = 2,45.10^{-1}$  ;
  - Pour le seuil bas :  $S_c = 5,73.10^{-1}$  .

Chaque somme  $S_a$ ,  $S_b$  ou  $S_c$  est strictement inférieure à 1 : le site ne relève donc pas du statut Seveso.

### 5.4.3 Analyse des meilleures techniques disponibles

#### 5.4.3.1 Classement du site ETS MICHEL

Parmi les installations et activités énumérées à l'annexe I de la directive IED et transposées en droit français dans la nomenclature ICPE, les opérations de fabrication d'aliments pour animaux à base de matières premières animales et végétales mises en œuvre par la société ETS Michel sont visées par la rubrique 3642-3 « Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux ».

#### 5.4.3.2 Généralités sur les meilleures techniques disponibles

Avec une production journalière actuelle de 1 200 tonnes et envisagée de 1 700 tonnes en pointe, le site est soumis au régime de l'autorisation au titre de la rubrique ICPE 3642. L'établissement relève donc de la Directive Européenne relative aux émissions industrielles 2010/75/UE dite « IED ». À ce titre, les conditions d'exploitation de l'établissement doivent se baser sur les Meilleures Techniques Disponibles pour son secteur d'activité.

Quelques généralités réglementaires sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) sont rappelées ci-dessous (source : INERIS – Portail de la Directive IED (<http://ied.ineris.fr/node/1>)).

La directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles (IED) définit au niveau européen une approche intégrée de la prévention et de la réduction des pollutions émises par les installations industrielles et agricoles entrant dans son champ d'application. Un de ses principes directeurs est le recours aux Meilleures Techniques Disponibles (MTD) afin de prévenir les pollutions de toutes natures.

La directive prévoit la détermination de MTD de référence au travers d'un échange d'informations entre États membres, industries, organisations non gouvernementales de protection de l'environnement et Commission Européenne. Ce travail aboutit à la création de documents de référence MTD appelés « BREF » (Best available techniques REFERENCE document) et de « conclusions sur les MTD ».

Les BREF contiennent, pour un secteur donné :

- un état des lieux technico-économique du secteur,
- un inventaire des techniques mises en œuvre dans le secteur lors de la rédaction du BREF,
- un inventaire des consommations et émissions associées,
- une présentation des techniques prétendantes aux MTD,
- un choix de celles retenues comme MTD,
- une présentation des techniques émergentes.

#### 5.4.3.3 Présentation du BREF FDM relatif aux industries agro-alimentaires et laitières

En ce qui concerne la rubrique 3642, le document de référence sur les Meilleures Techniques Disponibles (BREF - Best Available Techniques REference document) intitulé « Industries agro-alimentaires et laitières » est à prendre en compte.

Ce BREF est repris dans l'arrêté ministériel du 27/02/20 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Il fixe les prescriptions relatives aux meilleures techniques disponibles applicables aux installations classées relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou à certaines installations relevant de la rubrique 3710 en application des chapitres Ier et II de la directive n° 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles et de la décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la Commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil.

#### 5.4.3.4 Analyse comparée des meilleures techniques disponibles

L'établissement ETS Michel étant d'ores-et-déjà soumis à la réglementation IED, l'exploitant avait un délai de 12 mois à compter de décembre 2019 pour fournir un dossier de réexamen IED à l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Un tel dossier a été transmis à l'inspection en décembre 2020.

Les modifications des conditions d'exploiter, proposées dans le cadre de la présente demande ont fait l'objet d'un réexamen IED. Cette pièce, présentée en annexe 3 de la présente notice de renseignements est élaborée en référence aux MTD contenues dans les BREFs FDM et reprise dans l'arrêté ministériel du 27/02/20.

## 5.5 Communes concernées par le rayon d'affichage

Le site est implanté dans une zone urbaine à la frontière avec une zone agricole. Le tableau ci-dessous indique la population des communes concernées par l'enquête publique (données INSEE 2020). Ces communes sont celles concernées par le rayon d'affichage de 3 km prévu pour le régime d'autorisation de la rubrique ICPE 3642, conformément au classement du site.

Commune	Nombre d'habitants	Superficie (en km <sup>2</sup> )	Densité de la population (nombre d'habitants au km <sup>2</sup> )
Romagné	2 446	26,9	90,8
Saint-Germain-en-Coglès	2 071	32,1	64,5
Parigné	1 328	20,7	64,1
Le Châtelier	433	13,4	32,2

**TABLEAU 9 : POPULATION AUX ALENTOURS DU SITE (RAYON DE 3 KM)**

## 5.6 Les procédures complémentaires

L'exploitant précise que les projets présentés font l'objet de demandes de Permis de Construire pour la construction de la tour de stockage-dosage et l'aménagement de la station de lavage et de désinfection des véhicules.

## 6. ANNEXES

---

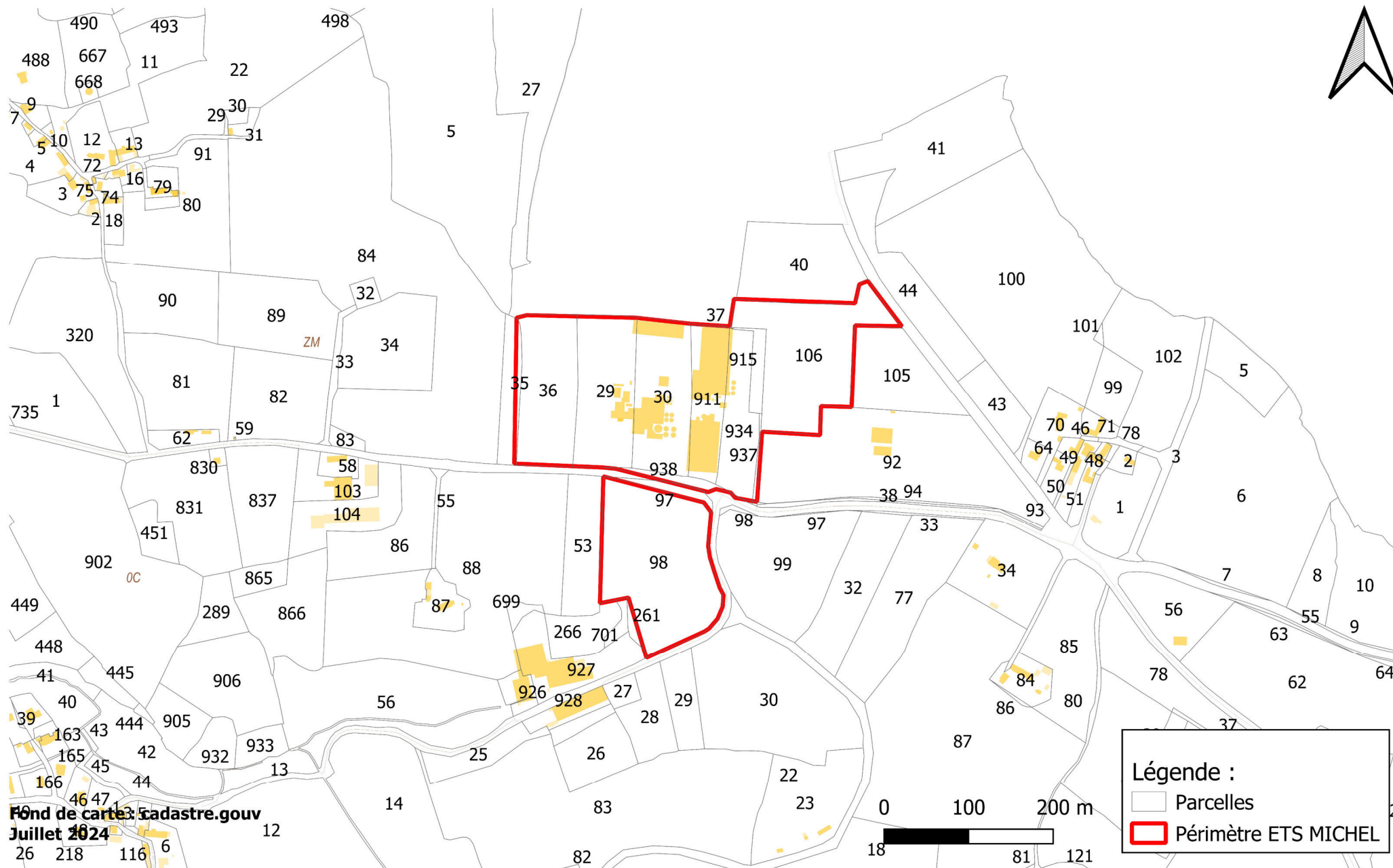
*ANNEXE 1 : PLAN CADASTRAL DU PROJET*

*ANNEXE 2 : PLAN DU PROJET AU 1/25 000<sup>EME</sup>*

*ANNEXE 3 : ANALYSE DE LA COMPATIBILITE DU PROJET AUX MTD DU BREF FDM*

**ANNEXE1 :**  
**PLAN CADASTRAL DU PROJET**

# Plan cadastral - Dossier de demande d'Autorisation environnementale au titre des ICPE Etablissements Michel à saint-Germain-en-Coglès (35)



## Légende :

- Parcels
- Périmètre ETS MICHEL



**ANNEXE2 :**  
**PLAN DU PROJET AU 1/25 000<sup>EME</sup>**



**ANNEXE 3 :**  
**ANALYSE DE LA COMPATIBILITE DU PROJET AUX MTD DU BREF FDM**



# MISE A JOUR DU DOSSIER DE REEXAMEN



**Les Hauts Rochers  
35133 St Germain-en-Coglès  
Tél : 02-99-95-42-84 Fax : 02-99-95-40-43**

**Version du 16/10/2025 – Virginie FERRAGU**

# Sommaire

Introduction .....	3
1 Présentation de l'entreprise .....	4
2 Définition du périmètre IED et liste des BREF pris en compte.....	6
2.1 Définition du périmètre .....	6
2.2 Liste des BREF pris en compte.....	8
3 Avis de l'exploitant.....	14
4 Positionnement par rapport aux MTD .....	15

*Les nouveautés par rapport à la version précédente sont écrites en rouge*

# Introduction

La publication au Journal Officiel de l'Union européenne le 04 décembre 2019 des conclusions du 12 Novembre 2019 sur les Meilleures Techniques Disponibles (MTD) pour les Industries Agro-alimentaires (BREF Food Drink Milk) a déclenché le réexamen des conditions d'autorisation pour les installations concernées.

Le dossier de réexamen doit permettre à l'exploitant et à l'inspection des installations classées de positionner l'installation, ses conditions d'exploitation et ses émissions par rapport aux Meilleures Technologies Disponibles (MTD) du secteur et par rapport aux performances associées, notamment les niveaux d'émission associés (dites « NEA-MTD »).

Ainsi, l'article R. 515-72 du code de l'environnement précise que le dossier de réexamen doit contenir :

1. Une analyse des MTD, accompagnée, le cas échéant, d'un dossier de demande de dérogation à des NEA-MTD,
2. Un avis de l'exploitant sur la nécessité de réviser les conditions d'autorisation au regard de l'environnement du site et des enjeux locaux. Cet avis nécessite d'analyser les potentialités des trois situations suivantes : détection d'une pollution, sécurité d'exploitation, norme de qualité environnementale.
3. À la demande du préfet, toute autre information nécessaire aux fins du réexamen de l'autorisation, notamment les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les MTD applicables et les niveaux d'émissions associés à la MTD (NEA-MTD).

Ce dossier présente donc le dossier de réexamen des Ets MICHEL.

La présente mise à jour vient mettre à jour la version du 14 mars 2024 en y clarifiant l'exclusion des ouvrages de lavage des camions du périmètres IED.

# 1 Présentation de l'entreprise

Les caractéristiques de l'entreprise Ets Michel sont les suivantes :

- **Raison sociale :** Etablissements MICHEL
- **Forme juridique :** SAS
- **Date de création :** 1971
- **Adresse :** Les Hauts Rochers – 35133 St Germain en Coglès
- **N° SIRET :** 719 200 420 000 11
- **Effectif (sur site) :** 110
- **Secteur d'activité :** Fabrication d'aliments pour animaux de ferme
- **Code NAF :** 1091 Z
- **Rubrique « 3000 » concernée :** 3642.3 - Autorisation

La SAS Michel est une entreprise familiale dont le chiffre d'affaires est d'environ **160 millions** d'euros hors taxes. Elle emploie 110 salariés permanents.

L'entreprise intervient dans :

- L'alimentation animale au niveau de plusieurs filières de production (volailles, porcs, ruminants),
- La collecte, le séchage et le stockage de céréales.

Le volume de produits finis se situe actuellement autour de **370 000 tonnes** d'aliments dont 95 % sont expédiés en vrac et 5 % sont conditionnés en sacs, big-bags et micro-citernes.

Ils sont générés par deux usines (usine 1 et usine 2) avec un régime de fonctionnement de 3 x 8 h, du lundi au samedi. Le tonnage quotidien est d'environ 1250 T. Un projet de tour de stockage-dosage à l'usine 1 permettra d'améliorer les performances et d'atteindre une pointe de 1700 T/jour en 2025. Les équipements prévus ont des impacts environnementaux inférieurs ou égaux à ceux en place et sont inclus dans l'analyse du chapitre 4.

La collecte de céréales est d'environ 25 000 T /an.

En plus des deux usines, le site dispose également :

- D'un séchoir de céréales,
- D'un hangar de stockage à plat des céréales,
- D'un garage / atelier de maintenance et d'un hangar de stockages des sacs attenant,
- De bureaux,
- De locaux techniques :
  - 2 locaux transformateurs,
  - 3 locaux groupes électrogènes,
  - 2 locaux de chaufferie vapeur,
  - 2 locaux de production d'air comprimé,

- 2 cuves de stockage de fuel pour les groupes électrogènes et 1 cuve de stockage de fuel pour le karcher de lavage,
- 1 cuve de GNR pour les chariots élévateurs,
- 1 cuve de stockage de GPL,
- 1 station de lavage par karcher des véhicules,
- 1 système de traitement des eaux par phyto-épuration,
- En projet : 1 station de lavage et désinfection des camions,
- En projet : 1 système de traitement des eaux par phyto-rémédiation des boues décantées et phyto-épuration des surnageants.

Les équipements prévus dans ces deux projets ont des impacts environnementaux inférieurs ou égaux à ceux en place et sont inclus dans l'analyse du chapitre 4.



## 2 Définition du périmètre IED et liste des BREF pris en compte

### 2.1 Définition du périmètre IED

Le périmètre IED est composé de toutes les installations relevant de la rubrique 3642 de la nomenclature, ainsi que les installations ou activités s'y rapprochant directement, exploitées sur le même site, liées techniquement et susceptibles d'avoir des incidences sur les émissions et la pollution.

Catégories d'installations	Description de l'installations, activités et procédés	Justification /interprétation
<b>Installations classées sous la rubrique 3642</b>	<p>Le site utilise des matières premières végétales et animales (produits laitiers uniquement) avec une capacité de production supérieur à 300T de produits finis par jour</p> <p>Les procédés de fabrication concernés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Dosage</li><li>- Broyage</li><li>- Mélange</li><li>- Granulation</li><li>- Refroidissement</li><li>- Emiettage</li><li>- Tamisage</li><li>- Enrobage</li></ul>	<p><b>Rubrique ICPE 3642 :</b></p> <p>Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Uniquement de matières premières animales (autre que le lait exclusivement), avec une capacité de production supérieure à 75 tonnes de produits finis par jour</li><li>2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour ou 600 tonnes par jour lorsque l'installation fonctionne pendant une durée maximale de 90 jours consécutifs en un an</li><li>3. Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour, supérieure à :<ul style="list-style-type: none"><li>- 75 si A est égal ou supérieur à 10, ou</li><li>- <math>[300 - (22,5 \times A)]</math> dans tous les autres cas où "A" est la proportion de matière animale (en pourcentage de poids) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis.</li></ul></li></ol>

<b>Installations ou activités connexes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Installations de réception et de stockage vrac des matières premières solides et liquides</li> <li>- Installation de séchage des céréales (séchoir)</li> <li>- Installations de stockage vrac et d'expédition des produits finis</li> <li>- Installations de conditionnement sacs, big-bags et micro-citernes</li> <li>- Magasins stockant les intrants conditionnés entrant dans le processus de fabrication des aliments composés</li> <li>- Magasin de produits finis conditionnés</li> <li>- Locaux des transformateurs</li> <li>- Locaux des chaudières vapeur</li> <li>- Locaux des compresseurs d'air</li> <li>- Ateliers de charges des chariots élévateurs électriques</li> <li>- Cuve GNR pour les chariots élévateurs thermiques</li> <li>- Installation de stockage de gaz GPL</li> </ul>	<p>Installations liées à la finalité du procédé de fabrication d'aliments et aux flux de matières</p>
<b>Installations hors du périmètre IED</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bureaux administratifs</li> <li>- Ateliers de maintenance</li> <li>- Groupes électrogènes</li> <li>- Station de lavage/Désinfection des camions</li> <li>- Unités de stockage de fuel pour les groupes électrogènes</li> </ul>	<p>Selon le guide ANIA « pour les sites agro-alimentaires, on peut considérer que les bureaux et les ateliers maintenance ne font pas partie du périmètre IED ».</p> <p>Les groupes électrogènes n'entrent pas dans le périmètre « type » IED car leur fonctionnement très ponctuel (moins de 1% du temps annuel de production) ne correspond pas aux périodes normales et représentatives de production. Il en va de même pour les cuves de stockages de fuel les alimentant.</p> <p>La station de lavage/ désinfection permet le lavage externe des véhicules de livraison (carrosseries, roues, bas de caisse...) qui entrent et sortent du site. Elle n'entre pas dans le périmètre IED car il s'agit d'une activité qui pourrait être réalisée à l'extérieur du site et qui n'est pas indispensable à l'activité de traitement et de transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux.</p> <p>Pour des raisons de praticité, l'activité liée à la station de lavage est réalisée sur le site des ETS MICHEL.</p>

## 2.2 Liste des BREFS pris en compte

Le BREF principal applicable à l'activité de fabrication d'aliments pour animaux relevant de la rubrique ICPE 3642 est le BREF FDM « Food Drink Milk ».

Les Meilleures Techniques Disponibles prises en compte dans le présent dossier de réexamen sont les suivantes :

BREF concernés	N°MTD	Thème abordé dans la MTD	Paragraphe du BREF
BREF FDM  Industries Agro-alimentaires et laitières	1	Systèmes de management environnemental	§1.1
	2	Inventaire des consommations et émissions	§1.1
	3	Suivi des paramètres clés des émissions dans l'eau	§1.2
	4	Surveillance des émissions dans l'eau	§1.2
	5	Surveillance des rejets canalisés dans l'air	§1.2
	6	Accroître l'efficacité énergétique associée à un niveau indicatif de performance environnemental (tableau 2 à la section 2.1.1 des conclusions du BREF FDM)	§1.3
	7	Réduire la consommation d'eau et les effluents aqueux rejetés	§1.4
	8	Eviter ou réduire l'utilisation de substances dangereuses	§1.5
	9	Eviter les émissions de substances appauvrissant la couche d'ozone et/ou à fort potentiel de réchauffement planétaire	§1.5
	10	Utilisation plus efficace des ressources	§1.6
	11	Prévention des émissions accidentelles dans l'eau	§1.7
	12	Réduire les émissions dans l'eau	§1.7
	13	Plan de gestion des émissions sonores	§1.8
	14	Technique de réduction des émissions sonores	§1.8
	15	Plan de gestion des odeurs	§1.9
	17	Réduction des émissions de poussières canalisées	§2.3

En Gris : les MTD génériques applicables à tous les secteurs de l'industrie Agroalimentaire.

Les MTD 16 et les MTD18 à 37 présentent dans les conclusions du BREF FDM ne s'appliquent pas à la fabrication d'aliments composés pour animaux d'élevage.

Le tableau ci-dessous reprend les autres BREF susceptibles de s'appliquer au métier de la fabrication d'aliments pour animaux. Il précise la prise en compte ou non de ce BREF.

Domaine du BREF	Code	Titre	Publications conclusions MTD	Rubriques ICPE	Prise en compte O/N	Justificatifs prise en compte ou non du BREF
Industries d'activités énergétiques	LCP	Grandes installations de combustion	07/2017	3110 3140 a-b 3520 a-b	<b>NON</b>	<p>Les conclusions du BREF FDM indiquent (page L313/62) que le BREF LCP peut présenter un intérêt. Toutefois :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les conclusions du BREF LCP précisent que les fours ou réchauffeurs industriels ne sont pas concernés par ces conclusions. Les fours ou réchauffeurs sont des installations de combustion dont les fumées sont utilisées pour le traitement thermique d'objets ou de matières de départ par un mécanisme de chauffage par contact direct (par exemple, four à ciment et à chaux, four de verrerie, four à asphalte, procédé de séchage, réacteur utilisé dans l'industrie (pétro)chimique, four de traitement des métaux ferreux).</li> <li>- Le guide LCP précise (§1.3.2.c page 15) que pour les appareils de puissance thermique nominale inférieure à 15 MW, il n'est pas attendu d'élément sur les MTD, ni de comparaison avec les NEA-MTD, sauf s'il y a une multiplication d'appareils de combustion de moins de 15 MW. En dehors d'enjeux environnementaux locaux, le respect de l'arrêté ministériel de prescriptions générales et de l'arrêté préfectoral vaut respect des meilleures techniques disponibles pour les appareils de faible puissance. En complément le guide ANIA (§ 6.2.3) précise que ce cas peut se rencontrer avec les chaudières process classées 2910 et que s'il s'agit d'une activité connexe, non soumise directement à un classement en rubrique 3xxxx et hors du périmètre d'un BREF, le respect des AMPG sectoriels devrait suffire.</li> <li>- Le guide ANIA précise (dans le tableau du §4.4.1) que toutes les installations de combustion, même si elles participent au classement 3110 du site, ne sont pas dans le périmètre du BREF LCP. Par exemple, pour les Industries Agro-Alimentaires, les fours à chaux et les installations de séchage direct (fourrage vert et sucre) ne sont pas concernées par ce BREF mais le BREF CLM et FDM.</li> <li>- La MTD6 des conclusions du BREF FDM, portant sur l'efficacité énergétique, couvre des techniques qui s'appliquent aux chaudières vapeur donc traite de la problématique de l'efficacité énergétique se rapportant aux chaudières.</li> </ul>
Industrie Minérale	CLM	Production de ciment, chaux et	04/2013	3310 a-b-c	<b>NON</b>	<p>Les conclusions du BREF FDM indiquent (p L313/62) que le BREF de cette activité peut présenter un intérêt, toutefois les conclusions du BREF CLM précisent que les émissions industrielles ciblées se rapportent aux installations de production de ciment, chaux et oxyde de magnésium comprenant la</p>

		magnésie				production de clinker (ciment) dans des fours rotatifs avec une capacité de production supérieure à 500 tonnes, la production de chaux dans des fours avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour et la production d'oxyde de magnésium dans des fours avec une capacité de production supérieure à 50 tonnes par jour.
Industrie chimique	LVOC	Chimie organique	10/2017	3410 a-b-c-d-e-f-g	<b>NON</b>	Les conclusions du BREF FDM indiquent (p L313/62) que le BREF de cette activité peut présenter un intérêt toutefois les conclusions du BREF LVOC précisent que les émissions industrielles ciblées concernent la production des produits chimiques organiques qui sont les hydrocarbures simples (linéaires ou cycliques, saturés ou insaturés, aliphatiques ou aromatiques), les hydrocarbures oxygénés, (notamment alcools, aldéhydes, cétones, acides carboxyliques, esters et mélanges d'esters), les acétates, éthers, peroxydes et résines époxydes, les hydrocarbures sulfurés, les hydrocarbures azotés (notamment amines, amides, composés nitrés, nitrés ou nitrates, nitriles, cyanates, isocyanates), les hydrocarbures phosphorés, les hydrocarbures halogénés, les dérivés organométalliques et les tensioactifs et agents de surface.
Industrie chimique (suite)	CWW	Systèmes communs de traitement et de gestion des eaux et des gaz résiduels dans l'industrie chimique	05/2016	3410 3420 3430 3440 3450 3460 3710	<b>NON</b>	Les conclusions du BREF du FDM indiquent (p L313/62) que le BREF de cette activité peut présenter un intérêt. Toutefois :  - Les conclusions du BREF CWW précisent que les activités ciblées sont l'industrie chimique, le traitement des eaux résiduaires dans des installations autonomes ne relevant pas de la directive 91/271/CEE du Conseil, qui sont rejetées par une installation dans laquelle sont exercées des activités couvertes par l'annexe I, point 4, de la directive 2010/75/UE et le traitement combiné d'effluents aqueux provenant de différentes sources, si la principale charge polluante résulte des activités couvertes par l'annexe I, point 4, de la directive 2010/75/UE.  - Le guide ANIA précise (dans le tableau du §4.4.1) que cela concerne les systèmes communs de traitement et de gestion des eaux et des gaz résiduels dans l'industrie chimique. Il s'agit d'un BREF transverse mais qui ne s'applique qu'à l'industrie chimique. Il peut concerner les installations de traitement combiné d'effluents aqueux provenant de différentes sources, si la principale charge polluante résulte des activités couvertes par l'annexe I, point 4, de la directive 2010/75/UE, c'est-à-dire d'activités chimiques.
Gestion des déchets	WT	Traitement des déchets	10/2018	3510 3531 3532 3550 3710	<b>NON</b>	Les conclusions du BREF FDM indiquent (p L313/62) que le BREF de cette activité peut présenter un intérêt. Toutefois :  - Les conclusions du BREF WT précisent que les activités ciblées concernent l'élimination ou valorisation des déchets dangereux (avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour), l'élimination des déchets non dangereux (avec une capacité de plus de 50 tonnes), le stockage temporaire de déchets dangereux (à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte) et le traitement, dans des installations autonomes ne relevant pas de la directive 91/271/CEE, des eaux résiduaires rejetées par une installation exerçant des activités couvertes par le point 5.1, 5.3 ou 5.5 susmentionné.  - La note du MEDDE IR_1405_3710 explicite le terme autonome : « Le terme "autonome" signifie « qui ne traite pas que ses propres eaux résiduaires ». Cela exclut donc la station "interne" d'un site

						<p>dès lors qu'elle ne traite pas des effluents d'un tiers. »</p> <p>- Le guide ANIA précise (dans le tableau du §4.4.1) que ce BREF s'applique à la station d'un site agroalimentaire seulement si les eaux traitées viennent majoritairement d'activités non 3642 ou 3643 et qu'elles sont non couvertes par un autre BREF secondaire.</p>
Autres Activités	SA	Abattoirs et équarrissage	05/2005	3641 3650	<b>NON</b>	<p>Les conclusions du BREF FDM indiquent (p L313/62) que le BREF de cette activité peut présenter un intérêt. Toutefois</p> <p>- Le BREF SA précise que les émissions industrielles ciblées se rapportent aux abattoirs avec une capacité de production de carcasses supérieure à 50 tonnes par jour et aux installations destinées à l'élimination ou à la valorisation de carcasses et de déchets d'animaux</p> <p>- Le guide ANIA précise (dans le tableau du §4.4.1) que la révision de ce BREF est en cours et qu'il devrait couvrir dans sa version future (2022) les installations de production de produits primaires à partir de sous-produits animaux, tels que l'équarrissage et la fonte des graisses, de la production de farine de poisson et d'huile de poisson et de transformation du sang et la fabrication de gélatine.</p>
BREF Transversaux	ROM	Principes généraux de surveillance	08/2018		<b>NON</b>	Le guide IED précise à la question 3.4 (page 12) que le document ROM n'est pas un BREF.
	EFS	Emissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac	07/2006		<b>NON</b>	<p>Les conclusions du BREF FDM indiquent (p L313/62) que le BREF de cette activité peut présenter un intérêt. Toutefois :</p> <p>- Le BREF EFS précise que la question des émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac a été recensée en tant que thème horizontal pour toutes les activités décrites à l'annexe I de la directive IPPC. Cela signifie que le présent document couvre le stockage, le transport et la manipulation des liquides, des gaz liquéfiés et des solides, indépendamment du secteur concerné ou de la branche industrielle considérée. Il traite des émissions dans l'air, dans le sol et dans l'eau, mais s'intéresse plus particulièrement aux émissions dans l'air. Les informations relatives aux émissions dans l'air dues au stockage et à la manipulation ou au transport de solides sont axées sur les poussières.</p> <p>- Les conclusions du BREF FDM ciblent les émissions dans l'air et l'eau au travers des MTD génériques 2, 3, 4, 5 et 9 et de la MTD 17 spécifique alimentation animale. De ce fait, il est considéré que la problématique d'émissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac est pris en compte par les conclusions du BREF FDM.</p>
	ECM	Aspects économiques et effets multi-milieux	07/2006		<b>NON</b>	Le guide IED précise à la question 3.4 (page 12) que le document ECM n'est pas un BREF.
	ENE	Efficacité	02/2009		<b>NON</b>	Les conclusions BREF FDM indiquent (p L313/62) que le BREF de cette activité peut présenter un intérêt. Toutefois :

		énergétique				<p>- Le guide IED précise, à la question 3.4 (page 11), qu'en pratique, les thèmes couverts par ces documents transversaux sont repris dans les conclusions MTD des BREF sectoriels. Lorsque ce n'est pas le cas, ou que c'est insuffisant, et qu'un enjeu sur ce thème est relevé par l'Inspection, les BREF transversaux sont à étudier pour déterminer des MTD à appliquer.</p> <p>- Le guide ANIA précise (au § 6.2.6.3.) que le BREF ENE fixe une série de MTD consistant à mettre en place un système de management de l'énergie et fixe également des techniques afin d'améliorer l'efficacité énergétique de l'établissement. Ces éléments sont traités dans le BREF FDM (BAT 6 et celles spécifiques à certains secteurs). Pour les installations de combustion, c'est traité dans le BREF GIC comme d'ailleurs dans celui concernant la chaux et le ciment. Il n'est donc pas nécessaire d'étudier les techniques décrites dans le BREF ENE.</p> <p>- La MTD 6 (MTD générique) des conclusions du BREF FDM « Efficacité énergétique » fixe un certain nombre de techniques permettant d'améliorer l'efficacité énergétique d'une usine d'aliments du bétail (elle cible notamment les installations de combustions).</p>
	ICS	Systèmes de refroidissement industriel	12/2001		<b>NON</b>	<p>Les conclusions du BREF FDM indiquent (p L313/62) que le BREF de cette activité peut présenter un intérêt. Toutefois le BREF ICS précise que :</p> <p>- On entend par "systèmes de refroidissement industriel" des systèmes destinés à extraire le trop plein de chaleur d'un fluide par échange calorifique avec de l'eau ou de l'air, de manière à abaisser la température de ce fluide à la température ambiante,</p> <p>- Les MTD appliquées au refroidissement d'un procédé constituent une question complexe où les conditions de réfrigération du procédé, les facteurs propres au site et les critères environnementaux doivent être soigneusement soupesés pour pouvoir appliquer des mesures viables sur le plan économique et technique.</p> <p>- La MTD finalement adoptée dépend essentiellement du site. Il est admis que l'approche MTD finalement adoptée sera axée sur le site. Certains aspects seront cependant traités dans le cadre de MTD générales. Dans toutes les situations, il convient d'examiner au préalable et d'appliquer les mesures permettant de réutiliser la chaleur et de réduire la quantité et le niveau de chaleur non récupérable avant de rejeter la chaleur issue du procédé industriel dans le milieu ambiant. Quelle que soit l'installation, les MTD constituent une technique, une méthode ou une procédure résultant d'une approche intégrée qui vise à réduire les incidences environnementales des systèmes de refroidissement industriel et à équilibrer les effets directs et indirects. Les mesures de réduction doivent servir à maintenir le système de refroidissement à un niveau d'efficacité minimum ou avec une perte d'efficacité négligeable par rapport aux effets positifs sur les incidences environnementales</p> <p>De plus le guide ANIA précise que :</p> <p>- Les systèmes de climatisation des locaux techniques ou tertiaires ne sont pas concernés par ce BREF (§ 6.2.6.2),</p> <p>- L'analyse devra intégrer la MTD 9 du BREF FDM : « Afin de prévenir ou de réduire les émissions de substances nocives lors du refroidissement et de la congélation, la MTD consiste à utiliser des</p>

						<p>réfrigérants sans potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et ayant un faible potentiel de réchauffement de la planète. » (§ 6.2.6.2).</p> <p>- Le BREF ICS est complexe d'application car peu clair. Il faut donc se limiter aux équipements ayant un impact significatif et non traités dans les BREFS sectoriels. Pour les groupes froids, la MTD 9 pour les fluides utilisés et la MTD 6 pour l'énergie répondent à beaucoup de points (tableau du §4.4.1).</p> <p>La MTD6 des conclusions du BREF FDM, portant sur l'efficacité énergétique, couvre des techniques qui s'appliquent au refroidissement des effluents gazeux et liquides des chaudières vapeur et à ceux de compresseur d'air donc traite du thème du refroidissement</p> <p>Les usines de production d'aliments composés pour animaux n'utilisent pas de système de refroidissement dans le procédé. Les principaux rejets de chaleurs existant dans une usine de production d'aliments composés, autres que ceux sur la chaudière vapeur et les compresseurs d'air, sont ceux provenant des sécheurs-refroidisseurs. Les températures de ces rejets sont voisines de 25 à 55°C. Une étude de Tecaliman (menée en 2012) a montré que les temps de retour sur investissement seraient de 6 à 12 ans avec des technologies non éprouvées.</p>
--	--	--	--	--	--	---



### **3 Avis de l'exploitant**

Le présent dossier de réexamen est réalisé en application du I de l'article R515-70 du code de l'environnement à la suite de la publication au Journal officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les MTD de notre activité principale. Le réexamen des conditions d'autorisation du site n'est pas concerné par l'un des cas suivants :

- a) La pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission
- b) La sécurité de d'exploitation requiert le recours à d'autres techniques,
- c) Lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée.

## 4 Positionnement par rapport aux MTD

Le tableau ci-dessous décrit la situation des installations par rapport aux MTD applicables.

Les résultats détaillés sont tenus à la disposition de l'administration en charge des installations classées et ne sont pas joints au présent dossier.

Référence du BREF, de la MTD et de la thématique	Description de la MTD	Situation actuelle des installations par rapport à la MTD	Justification de la situation actuelle	Echéance proposée par l'exploitant pour la mise en conformité des installation
<b>BREF FDM - MTD 1</b>  <b>Systèmes de management environnemental</b>	<p>Afin d'améliorer les performances environnementales globales, la MTD consiste à mettre en place et à appliquer un système de management environnemental (SME) présentant toutes les caractéristiques suivantes :</p> <p>i) <b>Engagement, initiative et responsabilité de l'encadrement, y compris de la direction</b>, en ce qui concerne la mise en oeuvre d'un SME efficace;</p> <p>ii) <b>Analyse</b> visant notamment à déterminer <b>le contexte dans lequel s'insère l'organisation, à recenser les besoins et les attentes des parties intéressées</b>, à mettre en évidence les caractéristiques de l'installation qui sont associées à d'éventuels risques pour l'environnement (ou la santé humaine), ainsi qu'à déterminer les exigences légales applicables en matière d'environnement;</p> <p>iii) Définition d'une <b>politique environnementale</b> intégrant le principe d'amélioration continue des performances environnementales de l'installation;</p> <p>iv) <b>Définition d'objectifs et d'indicateurs de performance pour les aspects environnementaux</b> importants, y compris pour garantir le respect des exigences légales applicables;</p>	Déjà mis en oeuvre	<p>Les ETS MICHEL disposent d'un <b>système de management QSEÉ</b> (Qualité, Sécurité, Environnement, Énergie) établi et audité selon :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le référentiel de certification de la nutrition animale (RCNA),</li> <li>• La norme ISO 45001 (Systèmes de management de la santé et de la sécurité au travail),</li> <li>• La norme ISO 14001 (Systèmes de management environnemental),</li> <li>• La norme ISO 50001 (Systèmes de management de l'énergie).</li> </ul> <p>Ce système couvre les points i) à xx).</p>	/

	<p>v) <b>Planification et mise en oeuvre des procédures et actions nécessaires</b> (y compris les actions correctives et, si nécessaire, préventives) pour atteindre les objectifs environnementaux et éviter les risques environnementaux;</p> <p>vi) <b>Détermination des structures, des rôles et des responsabilités</b> en ce qui concerne les aspects et objectifs environnementaux et la mise à disposition des ressources financières et humaines nécessaires;</p> <p>vii) <b>Garantir</b> (par exemple, par l'information et la formation) la compétence et la sensibilisation requises du personnel dont le travail est susceptible d'avoir une incidence sur les performances environnementales de l'installation;</p> <p>viii) <b>Communication</b> interne et externe;</p> <p>ix) <b>Inciter les travailleurs</b> à s'impliquer dans les bonnes pratiques de management environnemental;</p> <p>x) <b>Établissement et tenue à jour d'un manuel de gestion et de procédures</b> écrites pour superviser les activités ayant un impact significatif sur l'environnement, ainsi que des <b>enregistrements</b> pertinents;</p> <p>xi) <b>Planification opérationnelle</b> et contrôle des procédés efficaces;</p> <p>xii) <b>Mise en œuvre de programmes de maintenance</b> appropriés;</p> <p>xiii) <b>Protocoles de préparation et de réaction aux situations d'urgence</b>, y compris la prévention et/ou l'atténuation des incidences (environnementales) défavorables des situations d'urgence;</p> <p>xiv) Lors de la (re)conception d'une (nouvelle) installation ou d'une partie d'installation, prise en considération de ses incidences sur l'environnement sur l'ensemble <b>de son cycle de vie</b>, qui inclut la construction, l'entretien, l'exploitation et la mise hors service;</p> <p>xv) <b>Mise en oeuvre d'un programme de surveillance</b> et de mesurage; si nécessaire, des informations peuvent être obtenues dans le rapport de référence du JRC relatif à la surveillance des émissions dans l'air et dans l'eau provenant des installations relevant de la directive sur les émissions industrielles;</p>			
--	---	--	--	--

	<p>xvi) Réalisation régulière d'une <b>analyse comparative des performances, par secteur</b>;</p> <p>xvii) <b>Audit interne indépendant</b> (dans la mesure du possible) et <b>audit externe indépendant</b> pour évaluer les performances environnementales et déterminer si le SME respecte les modalités prévues et a été correctement mis en oeuvre et tenu à jour;</p> <p>xviii) <b>Évaluation des causes de non-conformité</b>, mise en oeuvre de mesures correctives pour remédier aux non-conformités, examen de l'efficacité des actions correctives et détermination de l'existence ou non de cas de non-conformité similaires ou de cas potentiels;</p> <p>xix) <b>Revue périodique, par la direction</b>, du SME et de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité;</p> <p>xx) Suivi et prise en considération de la <b>mise au point de techniques plus propres</b>;</p>			
<b>BREF FDM - MTD 2 Inventaire des consommations et émissions</b>	<p>Afin d'utiliser plus efficacement les ressources et de réduire les émissions, la MTD consiste à établir, à maintenir à jour et à réexaminer régulièrement (y compris en cas de changement important), dans le cadre du système de management environnemental (voir la MTD 1), <b>un inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et de matières premières ainsi que des flux d'effluents aqueux et gazeux</b> qui intègre tous les éléments suivants :</p> <p>I. <b>des informations sur les procédés</b> de production agroalimentaire et laitière, y compris :</p> <p>a) des schémas simplifiés de déroulement des procédés, montrant l'origine des émissions;</p> <p>b) des descriptions des techniques intégrées aux procédés et des techniques de traitement des effluents aqueux/ gazeux destinées à éviter ou à réduire les émissions, avec mention de leur efficacité.</p>	Déjà mis en œuvre	<p>Des éléments descriptifs des procédés, des techniques, des flux, des consommations et des rejets sont présentés au niveau :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de l'étude HACCP,</li> <li>- de l'analyse environnementale,</li> <li>- de la revue énergétique.</li> </ul> <p>Ces documents sont mis à jour à chaque changement de process et revus a minima 1 fois/an.</p> <p>Ces documents sont gérés dans notre <b>système de management QSEÉ</b>.</p>	/
	<p>II. <b>des informations sur la consommation et l'utilisation de l'eau</b> (par exemple, schémas de circulation et bilans massiques), et détermination des mesures permettant de réduire la consommation d'eau et le volume des effluents aqueux (voir la MTD 7);</p>	Déjà mis en œuvre	<p>L'eau entrant est essentiellement utilisée pour la production de vapeur via les chaudières et pour alimenter les mélangeuses.</p> <p>Le reste sert pour le lavage des camions et les locaux de vie.</p>	/

			<p>La consommation d'eau est suivie mensuellement.</p> <p>Toutes les données chiffrées, les descriptions et les schémas de flux figurent dans la revue énergétique et dans l'analyse environnementale.</p> <p>Ces documents sont gérés dans notre <b>système de management QSEÉ.</b></p>	
	<p><b>III. des informations sur le volume et les caractéristiques des flux d'effluents aqueux, notamment :</b></p> <p>a) valeurs moyennes et variabilité du débit, du pH et de la température ;</p> <p>b) valeurs moyennes et variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents (par exemple, le COT ou la DCO, les espèces azotées, le phosphore, les chlorures, la conductivité);</p>	Déjà mis en œuvre	<p>Les effluents aqueux sont principalement les eaux pluviales. Le reste des effluents provient des eaux de lavage, des eaux sanitaires et des eaux de purges de la chaudière.</p> <p>Un plan de contrôle est établi pour suivre les paramètres définis dans notre arrêté préfectoral n°36323 du 09/01/07, dans son arrêté complémentaire n°36323-1 du 26/07/2022 et dans la réglementation ICPE applicable.</p> <p>Ces informations figurent dans l'analyse environnementale et dans la base de données des résultats analytiques.</p> <p>Ces documents sont gérés dans notre <b>système de management QSEÉ.</b></p>	/
	<p><b>IV. des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, notamment :</b></p> <p>a) valeurs moyennes et variabilité du débit et de la température;</p> <p>b) valeurs moyennes et variabilité de la concentration et de la charge des polluants/paramètres pertinents (par exemple, poussière, COVT, CO, NOX, SOX);</p> <p>c) présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité (par exemple, oxygène, vapeur d'eau, poussière);</p>	Déjà mis en œuvre	<p>Les effluents gazeux proviennent des installations d'aspiration (au niveau des fosses de réceptions, des broyeurs, des refroidisseurs, du séchoir) et de combustion sur le site (chaudières et séchoir).</p> <p>Un plan de contrôle est établi pour suivre les paramètres définis dans notre arrêté préfectoral n°36323 du 09/01/07, dans son arrêté complémentaire n°36323-1 du 26/07/2022 et dans la réglementation ICPE applicable.</p> <p>Ces informations figurent dans l'analyse environnementale et dans la base de données des résultats analytiques.</p> <p>Ces documents sont gérés dans notre <b>système de management QSEÉ.</b></p>	/
	<p><b>V. des informations sur la consommation et l'utilisation d'énergie,</b> sur la quantité de matières premières utilisée ainsi que sur la quantité et les caractéristiques des résidus produits, et détermination des mesures permettant d'améliorer continûment l'utilisation efficace des ressources.</p>	Déjà mise en œuvre	<p>L'entreprise dispose :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un suivi des quantités d'énergie électricité, gaz et carburants consommées (compteurs Alia Energy, suivi des factures),</li> </ul>	/

	<p><b>VI. Définition et mise en œuvre d'une stratégie de surveillance</b> appropriée en vue d'accroître l'utilisation efficace des ressources, compte tenu de la consommation d'énergie, d'eau et de matières premières. La surveillance peut prendre notamment la forme de mesurages directs, de calculs ou de relevés réalisés à une fréquence appropriée.</p> <p>La surveillance s'effectue au niveau le plus approprié (par exemple, au niveau du procédé, de l'unité ou de l'installation).</p>	Déjà mise en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> <li>- d'un suivi des quantités de matières premières consommées dans les usines (logiciel PRODALIA),</li> <li>- d'un suivi des déchets (quantités, coûts, filières).</li> </ul> <p>Ces données sont analysées et interprétées afin de mettre en place des actions d'amélioration.</p> <p>Ces documents sont gérés dans notre <b>système de management QSEÉ</b>.</p>	/
<p><b>BREF FDM - MTD 3 et MTD 4</b> <b>Surveillance des émissions dans l'eau</b></p>	<p>Pour les émissions dans l'eau à prendre en considération d'après l'inventaire des flux d'effluents aqueux (voir MTD 2), la <b>MTD 3</b> consiste à surveiller les principaux paramètres de procédé (par exemple, surveillance continue du débit des effluents aqueux, de leur pH et de leur température) à certains points clés (par exemple, à l'entrée et/ou à la sortie de l'unité de prétraitement, à l'entrée de l'unité de traitement final, au point où les émissions sortent de l'installation).</p>	Déjà mis en œuvre	<p>L'entreprise dispose de plans des réseaux et des rejets d'eau. Il n'y a aucun rejet direct dans une masse d'eau réceptrice. Les eaux rejetées sont canalisées et traitées dans un système végétalisé de phyto-épuration après séparation des hydrocarbures.</p> <p>Un plan de contrôle est établi pour suivre les paramètres définis dans notre arrêté préfectoral n°36323 du 09/01/07, dans son arrêté complémentaire n°36323-1 du 26/07/2022 et dans la réglementation ICPE applicable.</p> <p>Ces informations figurent dans l'analyse environnementale et dans la base de données des résultats analytiques.</p> <p>Ces documents sont gérés dans notre <b>système de management QSEÉ</b>.</p>	/
	<p><b>La MTD 4</b> consiste à surveiller les émissions dans l'eau au moins à la fréquence indiquée ci-après et conformément aux normes EN. En l'absence de normes EN, la MTD consiste à recourir aux normes ISO, aux normes nationales ou à d'autres normes internationales garantissant l'obtention de données d'une qualité scientifique équivalente.</p>	Fréquence conforme à celle préconisée		/
<p><b>BREF FDM - MTD 5 et MTD 17</b> <b>Surveillance des émissions canalisées dans l'air</b></p>	<p>La <b>MTD 5</b> consiste à <b>surveiller les émissions canalisées de poussières dans l'air résultant des procédés de broyage et de refroidissement des granulés dans la fabrication des aliments composés pour animaux</b> à la fréquence minimale de surveillance de 1 fois par an conformément à la norme EN 13284-1.</p>	Fréquence conforme à celle préconisée	<p>La fréquence de surveillance a été revue à 1 fois par an selon les modalités de l'arrêté complémentaire n°36323-1 du 26/07/2022.</p> <p>Ces données sont analysées et interprétées afin de mettre en place des actions d'amélioration.</p> <p>Ces documents sont gérés dans notre <b>système de management QSEÉ</b>.</p>	/
	<p><b>La MTD 5</b> consiste également à surveiller les émissions canalisées de poussières dans l'air résultant de procédés spécifiques autres que le broyage et refroidissement des granulés et dans d'autres secteurs que les aliments pour animaux</p>	Non concerné par la MTD	<p>Les émissions canalisées résultant de procédés spécifiques autres que le broyage et refroidissement des granulés et concernant d'autres secteurs d'activité que la production des aliments composés pour animaux ne font pas partie des installations intégrant le périmètre IED de l'installation.</p>	/

	<p><b>La MTD 17</b> consiste à appliquer les techniques de filtres à manche ou cyclone afin de réduire les émissions atmosphériques canalisées de poussières et précise les niveaux d'émission associé (NEA-MTD) suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Broyage : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Unité nouvelle : &lt;5mg/Nm3</li> <li>- Unité existante : &lt;10 mg/Nm3</li> </ul> </li> <li>- Refroidissement des granulés : &lt;20 mg/Nm3</li> </ul>	Conforme par rapport à la valeur actuelle de NEA-MTD	<p>Les techniques mises en œuvre sur les canalisations provenant des broyeurs sont des filtres à manches et sur celles provenant des refroidisseurs de granulés sont des filtres à manches et des cyclones.</p> <p>Les résultats des analyses figurent dans l'analyse environnementale et dans la base de données des résultats analytiques.</p> <p>Les résultats obtenus sont conformes aux seuils.</p> <p>Ces documents sont gérés dans notre <b>système de management QSEÉ</b>.</p>	/
<b>BREF FDM - MTD 6 Efficacité Énergétique</b>	<p>Afin d'accroître l'efficacité énergétique, la MTD 6 consiste à utiliser un plan d'efficacité énergétique consistant à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- définir et calculer la consommation énergétique spécifique de l'activité</li> </ul>	Déjà mis en œuvre	<p>La consommation d'énergie spécifique totale de l'activité de production d'aliments composés pour animaux est calculée à minima tous les mois et tous les ans. Elle est mentionnée dans les tableaux de bord dynamiques Alia board (valeurs en temps réel), les tableaux croisés dynamiques de Alia Energy, les tableaux de suivi des factures d'énergie et dans la revue énergétique.</p> <p>Ces éléments sont gérés dans notre <b>système de management QSEÉ</b>.</p>	/
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Déterminer sur une base annuelle des indicateurs de performance clés (par exemple la consommation d'énergie spécifique)</li> </ul>	Déjà mis en œuvre	<p>Les ETS MICHEL disposent d'un système de management QSEÉ (Qualité, Sécurité, Environnement, Énergie) établi et audité selon : le référentiel de certification de la nutrition animale (RCNA), la norme ISO 45001, la norme ISO 14001, la norme ISO 50001.</p> <p>Ce système couvre les points en question.</p> <p>De plus, l'entreprise participe au club énergie et à l'observatoire de l'énergie de TECALIMAN, ce qui lui permet de se comparer aux autres entreprises de nutrition animale et d'échanger sur les bonnes pratiques.</p>	/
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prévoir des objectifs d'amélioration périodique et des actions connexes.</li> </ul>			

	<p>Afin d'accroître l'efficacité énergétique, la <b>MTD 6</b> consiste également à utiliser une combinaison appropriée des techniques courantes comprenant notamment : la régulation et le contrôle des brûleurs, la cogénération, les moteurs économes en énergie, la récupération de chaleur au moyen d'échangeurs thermiques et/ou de pompes à chaleur (y compris la recompression mécanique de vapeur), l'éclairage, la réduction au minimum de la purge de la chaudière, l'optimisation des systèmes de distribution de vapeur, le préchauffage de l'eau d'alimentation (y compris l'utilisation d'économiseurs), les systèmes de commande de procédés, la réduction des fuites du circuit d'air comprimé, la réduction des pertes thermiques par calorifugeage, les variateurs de vitesse, l'évaporation à multiples effets, l'utilisation de l'énergie solaire.</p>	Déjà mis en œuvre	<p>Les techniques courantes suivantes sont notamment mises en œuvre sur le périmètre IED : pilotage des moteurs de broyeurs par variateur de vitesse, pilotage des moteurs des ventilateurs du circuit aéraulique des broyeurs et des refroidisseurs de presse par un variateur de vitesse, mise en place de matelas isolants sur les points singuliers (vannes) du réseau de vapeur permettant la réduction des pertes thermiques par calorifugeage, récupération de chaleur au niveau de la chaudière vapeur par économiseur et condenseur, brûleur modulant sur la chaudière vapeur, réduction des fuites du circuit d'air comprimé sur la base sur la base de l'application du programme de maintenance préventive annuel, récupération de chaleur des compresseurs pour réchauffer la bâche de chaudière, éclairage LED faible consommation sur les plus grosses lampes (ex : magasin, extérieur).</p>	/
	<p>Les conclusions sur les MTD du BREF FDM précise à la section 2.1.1 que les NPEA13 s'appliquant pour la consommation d'énergie spécifique pour la production d'aliments composés pour animaux sont de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 0,01 à 0.1 MWh/tonne de produits dans le cas courant</li> <li>- 0,01 à 0,12 MWh/tonne de produits pour les installations situées dans les climats froids et/ou lorsque le traitement thermique est utilisé pour la décontamination des salmonelles.</li> </ul>	<p>0.030 MWh/T électricité + 0.034 MWh/T gaz = 0.064 MWh/T</p> <p>Conforme aux valeurs cibles du cas courant</p>	<p>Le site n'utilise pas de traitement thermique pour la décontamination des salmonelles.</p> <p>La consommation d'énergie spécifique du site est inférieure au niveau de performance environnementale associé à la MTD.</p>	/



<b>BREF FDM – MTD 7 Consommation d'eau et rejet d'effluent aqueux</b>	<p>La <b>MTD 7</b> consiste à recourir à la MTD 7a) et à une ou plusieurs des techniques indiquées aux points b) à k) ci-dessous :</p> <p>Techniques courantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Recyclage et/ou réutilisation de l'eau (a)</li> <li>- Optimisation du débit d'eau (b)</li> <li>- Optimisation des buses et des canalisations d'eau (c)</li> <li>- Séparation des flux d'eau (d)</li> </ul>	Déjà mis en œuvre	<p>L'entreprise dispose notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pompes d'alimentation des chaudières en eau commandées pour une consommation nécessaire seulement,</li> <li>- De réseaux de vapeurs calorifugés pour limiter les pertes thermiques et diminuer ainsi la consommation d'eau et d'énergie.</li> </ul>	/
	<p>Techniques liées aux opérations de nettoyage :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Nettoyage à sec des équipements (e)</li> <li>- Système de curage des canalisations (f)</li> <li>- Nettoyage haute pression (g)</li> <li>- Optimisation du dosage des produits chimiques et de l'utilisation de l'eau dans le nettoyage en place – NEP – (h)</li> <li>- Nettoyage à BP à l'aide de produits moussant et/ou de gel (i)</li> <li>- Optimisation de la conception et de la construction des équipements et des zones de procédés (j)</li> <li>- Nettoyage des équipements dès que possible (k)</li> </ul>	Déjà mis en œuvre	<p>Le nettoyage des équipements est fait sans eau (eau incompatible avec le process) par balayage, aspiration, brossage.</p> <p>L'utilisation de produits chimiques et de détergents liquides ou moussants n'est pas compatible avec le process.</p>	/
<b>BREF FDM – MTD 8 Substances dangereuses</b>	<p>Afin d'éviter ou de réduire l'utilisation de substances dangereuses, par exemple pour le nettoyage et la désinfection, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques énumérées ci-dessous.</p>	Déjà mis en œuvre		/
	a) Sélection appropriée de produits chimiques de nettoyage et/ou de désinfectants		Les produits utilisés sont agréés au contact alimentaire	
	b) Réutilisation des produits chimiques de nettoyage dans le nettoyage en place (NEP)		Pas d'installation de nettoyage en place	
	c) Nettoyage à sec		La majorité des opérations de nettoyage est effectuée à sec (aspiration, grattage, balayage.)	
	d) Optimisation de la conception et de la construction des équipements et des zones de procédés		Lors de l'achat d'un matériel, le critère « nettoyage » est pris en compte dans le cahier des charges.	

<b>BREF FDM- MTD 9 Substances dangereuses</b>	Afin d'éviter les <b>émissions de substances appauvrissant la couche d'ozone et de substances à fort potentiel de réchauffement planétaire utilisées pour le refroidissement et la congélation</b> , la MTD consiste à utiliser des fluides frigorigènes dépourvus de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et présentant un faible potentiel de réchauffement planétaire.	Non concerné par la MTD	La fabrication d'aliments composés pour animaux ne nécessite pas le recours à l'utilisation de liquides frigorigènes.  Les seuls liquides frigorigènes présents sur le site sont utilisés pour la climatisation des bureaux et des locaux des installations électriques et informatiques.	/
<b>BREF FDM- MTD 10 Utilisation efficace des ressources</b>	Afin d'utiliser plus efficacement les ressources, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques énumérées ci-dessous. a) Digestion anaérobie b) Utilisation des résidus : <i>les résidus sont utilisés, par exemple, en tant qu'aliments pour animaux.</i> c) Séparation des résidus d) Récupération et réutilisation des résidus provenant du pasteurisateur e) Récupération du phosphore sous forme de struvite f) Épandage des effluents aqueux sur les sols	Déjà mise en œuvre	Le procédé génère peu de résidus (bourrage de presses, résidus de tamisage du maïs avant séchage...).  Ces résidus sont triés, mis en benne et envoyés en méthanisation dans des exploitations agricoles voisines de l'usine.	/
<b>BREF FDM- MTD 11 et MTD 12 Emissions dans l'eau</b>	Afin d'éviter les émissions non maîtrisées dans l'eau, la <b>MTD 11</b> consiste à prévoir une capacité appropriée de stockage tampon des effluents aqueux. <hr/> Afin de réduire les émissions dans l'eau, la <b>MTD 12</b> consiste à recourir à une combinaison appropriée des techniques indiquées ci-dessous : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Traitement préliminaire, primaire et général</li> <li>- Traitement aérobie et/ou anaérobie</li> <li>- Dénitrification</li> <li>- Récupération et/ou Elimination du phosphore</li> <li>- Elimination finale des matières solides</li> </ul>	Déjà mise en œuvre	L'entreprise dispose : <ul style="list-style-type: none"> <li>- De bassins de rétention pour les cuves aériennes de stockage de liquides,</li> <li>- D'un bassin d'orage en cas de fortes pluies, en amont du système végétalisé de traitement par phytoépuration,</li> <li>- De bassins végétalisés pour traiter les boues, les macro et micro polluants des eaux pluviales,</li> <li>- De clapets de fermeture en sortie de bassin d'orage et en sortie de l'ouvrage de phytoépuration,</li> <li>- De séparateurs d'hydrocarbures,</li> <li>- De disconnecteurs sur les deux points d'alimentation en eau potable.</li> </ul> Ces éléments sont décrits et gérés dans notre <b>système de management QSEÉ</b> .	/
	Le tableau 1 de la <b>MTD 12</b> précise des niveaux d'émission associés (NEA-MTD) : cf. § 1.7. Émissions dans l'eau des conclusions du BREF FDM.	Non concerné	Les NEA-MTD ne s'appliquent pas à l'activité de production des aliments secs composés pour animaux	/

<b>BREF FDM-MTD 13</b> <b>Bruit</b> <b>Plan de gestion des émissions sonores</b>	<p>Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions sonores, la <b>MTD 13</b> consiste à établir, mettre en œuvre et réexaminer régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion du bruit comprenant l'ensemble des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un protocole précisant les actions et le calendrier,</li> <li>- un protocole de surveillance des émissions sonores,</li> <li>- un protocole des mesures à prendre pour remédier aux problèmes de bruit signalés (dans le cadre de plainte par exemple),</li> <li>- un programme de réduction du bruit visant à déterminer la ou les sources, à mesurer/évaluer l'exposition au bruit et aux vibrations, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et /ou de réduction.</li> </ul>	<p>Déjà mis en œuvre</p>	<p>L'aspect bruit est traité dans notre analyse environnementale.</p> <p>Un plan de mesure est établi selon les exigences de notre arrêté préfectoral à la fréquence de 1 fois tous les 3 ans. Par ailleurs, nous disposons d'un sonomètre nous permettant de faire des mesures complémentaires ponctuelles.</p> <p>Les données sont analysées et interprétées afin de mettre en place des actions d'amélioration.</p> <p>Ces documents sont gérés dans notre <b>système de management QSEÉ</b>.</p>	<p>/</p>
<b>BREF FDM-MTD 14</b> <b>Technique de réduction des émissions sonores</b>	<p>Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les émissions sonores, la <b>MTD 14</b> consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques énumérées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Implantation appropriée des équipements et des bâtiments. Il est possible de réduire les niveaux de bruit en augmentant la distance entre l'émetteur et le récepteur, en utilisant des bâtiments comme écrans antibruit et en déplaçant les entrées ou sorties des bâtiments</li> <li>- Mesures opérationnelles. Il s'agit notamment des mesures suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>i. inspection et maintenance améliorées des équipements;</li> <li>ii. fermeture des portes et des fenêtres des zones confinées, si possible;</li> <li>iii. utilisation des équipements par du personnel expérimenté;</li> <li>iv. renoncement aux activités bruyantes pendant la nuit, si possible;</li> <li>v. précautions pour éviter le bruit, notamment pendant les activités de maintenance.</li> </ul> </li> <li>- Équipements peu bruyants. Concerne notamment les compresseurs, les pompes et les ventilateurs.</li> </ul>	<p>Déjà mis en œuvre</p>	<p>L'aspect bruit est traité dans notre analyse environnementale.</p> <p>Il ressort de cette analyse que le bruit n'est pas un aspect significatif (implantation dans la campagne avec habitat dispersé).</p> <p>Néanmoins, dans le cadre de notre <b>système de management QSEÉ</b>, nous veillons à intégrer la dimension bruit dans chacun de nos investissements :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Machines bruyantes (compresseurs, broyeurs...) dans des locaux dédiés ou à des étages spécifiques,</li> <li>- Filtres anti bruit en sortie des aspirations,</li> <li>- Programme de maintenance des équipements permettant de limiter la dégradation des performances.</li> </ul>	<p>/</p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Dispositifs anti- bruit. Notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>i. réducteurs de bruit;</li> <li>ii. isolation des équipements;</li> <li>iii. confinement des équipements bruyants;</li> <li>iv. insonorisation des bâtiments.</li> </ul> </li> </ul>			
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Réduction du bruit. Intercalation d'obstacles entre les émetteurs et les récepteurs (par exemple, murs antibruit, remblais et bâtiments).</li> </ul>			
<b>BREF FDM-MTD 15 Odeur</b>	<p>Afin d'éviter ou, si cela n'est pas possible, de réduire les dégagements d'odeurs, la <b>MTD 15</b> consiste à établir, mettre en œuvre et réexaminer régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un protocole précisant les actions et le calendrier,</li> <li>- Un protocole de surveillance des odeurs, éventuellement complété d'une mesure/estimation de l'exposition aux odeurs ou d'une estimation des effets des odeurs,</li> <li>- Un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés (dans le cadre de plaintes, par exemple),</li> <li>- Un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs; à mesurer ou estimer l'exposition aux odeurs; à caractériser les contributions des sources; et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.</li> </ul>	Non concerné par cette MTD	<p>Le site est à l'origine d'odeurs d'aliments en sortie des lignes de séchage refroidissement. Ce type de procédé et les matières premières utilisées génèrent des odeurs à potentiel de gêne faible. Les odeurs sont évacuées par des cheminées, ce qui favorise leur dispersion, et le voisinage est constitué par un habitat dispersé dont les plus proches habitations sont situées à 200 m des installations. Le potentiel de gêne est donc minime.</p> <p>Aucune exigence particulière n'est mentionnée dans notre arrêté préfectoral. A ce jour aucune plainte n'a été remontée sur cette thématique.</p> <p>Par conséquent, les ETS MICHEL ne sont pas concernés par cette MTD.</p>	/